

MARSEILLOLOGIE

2021

CHRONIQUES D'UNE ANNÉE



*Car nous pensons en toute mauvaise foi
que l'étude de Marseille débouche
sur des connaissances universelles*



Marseillologie :
<https://twitter.com/marseillologie>
<https://www.facebook.com/marseillologie>
<http://marseillologie.net/>

Chaque lundi, la Nouvelle société savante de Marseillologie propose 2 600 signes sur [l'Agora de Marsactu](#) pour évoquer l'actualité politique, économique, sociale ou culturelle de la ville.

Table des matières

Samia Ghali, l'autre Maire	6
Première épreuve pour la cohabitation métropolitaine.....	9
Y r'vote.....	12
Paroles de maires	15
Martine Vassal, du qui-perd-gagne à la partie belle	18
Les Verts, combien de divisions ?	21
L'OM, la crise permanente, la ville.....	24
Au conseil municipal, l'exercice du pouvoir symbolique	27
La guerre territoriale est déclarée	30
La vidéo sous surveillance	33
Le fini parti socialiste.....	36
Combien est votre blanquette ?	39
Deux frères	42
Touchez pas à la Plaine	45
Gaudin en ses mémoires.....	48
Une « candidature citoyenne à gauche » et les mots pour l'exprimer	51
Semaine de malaise pour la culture.....	54
Ne venez pas (ou alors autrement)	57
L'insulte raciste et ses rires	60
Élections, qui comprend quoi ?	63
Les quartiers populaires veulent avoir leur Part.....	66
Soleam contre tous	69
Passer entre.....	72
Départementales : élection négligée, scrutin clé	75
Elections territoriales : quels enjeux pour le Printemps marseillais ?	78
Régionales : les votes des abstentionnistes et les pressions d'appareils.....	81
Régionales : élus sans électeurs, quelle victoire pour les gagnants ?	84
L'État en Grand.....	87
MarsLab	90
Les cauchemars de Vassal.....	93

Maryse Joissains : un bilan anti-métropolitain en héritage	96
La grève a-t-elle perdu son avenir ?	99
Marseille croit-elle en ses mythes ?	102
Dystopie en grand	105
La Provence, la presse locale et le capitalisme municipal.....	108
Stillwater ou Marseille dans les yeux de son extraordinaire banalité.....	111
Marseille, ni n'oublie, ni ne pardonne	114
Marseille, un Col'Col' pour la transparence	117
Gouverner par chicayas	120
Marseille antifasciste.....	123
Une tambouille sans chef.....	126
Et le Palais Bourbon s'est (re)mis à parler marseillais.....	129
Payan en grand ?	132

Samia Ghali, l'autre Maire

Le 28 Déc 2020



***Cette semaine,
l'annonce de la désignation de Samia Ghali
à la fonction de « maire adjointe »***

C'est par un [tweet](#) que Samia Ghali annonce elle-même sa promotion. Bien que rétrogradée dans la hiérarchie de 2e à 3e adjointe, en raison de la règle de la parité « chabada », l'adjointe à l'égalité des territoires, aux relations euro-méditerranéennes, à l'attractivité et aux grands événements, ainsi que, nouveauté, aux projets structurants devient donc aussi *maire adjointe*.

Quésaco ?

Le code général des collectivités territoriales ignore cette fonction ou ce statut, mais sans l'interdire. Il se contente de se référer à la notion *d'adjoint* sans recourir à l'expression maire *adjoint*, ni donc à celle *d'adjoint au maire*. En 2003, on précise que « bien qu'utilisée de façon usuelle, cette (...) dénomination n'est pas formellement consacrée par un texte, mais s'applique aux adjoints au maire en fonction des habitudes locales ». Une habitude inhabituelle à Marseille puisqu'à notre connaissance, il s'agit d'une pratique inédite. Le signe sans doute du poids de Samia Ghali, « [l'incontournable](#) », pour l'exécutif, qui fait [entrer les quartiers Nords dans la majorité municipale](#) en dépit de ses 10 000 voix du premier tour. À moins que ce ne soit celui du coût de la prorogation de son ralliement suite à la démission surprise de Michèle Rubirola ?

Ceux qui pensaient qu'une négociation entre l'exécutif municipal et Samia Ghali portait sur la tête de liste aux prochaines élections départementales en seront pour leurs frais. Tout comme, pour l'instant, ceux qui pronostiquaient une annulation du scrutin dans le 8e secteur — celui de Samia Ghali — et donc de nouvelles élections suite à l'affaire des [fausses procurations](#). [Dans une interview à La Provence](#), elle précise la définition de ce nouveau titre :

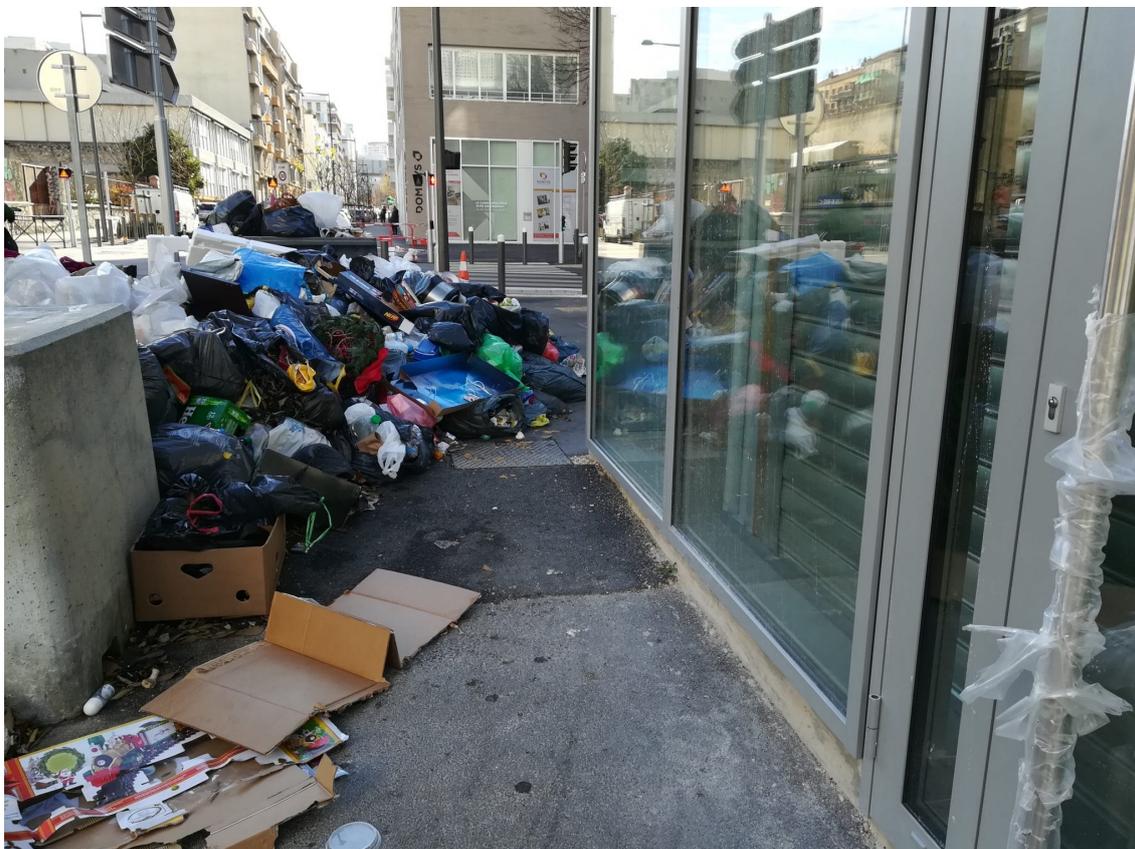
« C'est Benoît qui a souhaité que j'aie ce titre de maire adjointe qui est un statut particulier : ces derniers mois j'ai accompagné la majorité municipale sur de nombreux dossiers, outre politiques, souvent techniques, qui ont un impact sur la vie des gens au quotidien. Là, je suis à côté du maire, et je pense qu'il a fait ce choix au regard de l'importante délégation que je porte.

Ce n'est pas tant le titre finalement qui est important, mais le poids des délégations, qui vont permettre de bâtir la ville. »

Une réponse ambiguë finalement. Un « statut particulier » ? Pas sur le plan juridique en tous cas. Une distinction politique ? Ou plutôt comme elle le suggère, une reconnaissance de l'étendue et de la transversalité des compétences techniques dont elle dispose ? *A l'an que ven que se siam pas mai que siquem pas mens.*

Première épreuve pour la cohabitation métropolitaine

le 4 Jan 2021



Cette semaine, retour sur la grève des salariés de Derichebourg au prisme des relations entre la ville et la Métropole

Les représentants de Force ouvrière et la direction de Derichebourg ont finalement trouvé un accord mettant fin à 14 jours d'une grève des ramassages des ordures dans les 2e, 15e et 16e arrondissements. Pour rappel, les salarié-e-s réclamaient la démission de dirigeants de l'entreprise qu'ils accusaient d'un management brutal.

Dans un article publié en 2007 dans [Marsactu](#), on apprenait que la Chambre régionale des comptes avait pointé les défauts de l'offre de l'entreprise pourtant choisie par la Métropole (voir aussi le fil consacré à ce sujet par le politiste [Joël Gombin](#)). Cette grève constitue la première épreuve qui *teste* et se faisant, *révèle* les relations entre la mairie et la Métropole en situation de cohabitation métropolitaine.

Retranchée derrière la justification d'un « conflit privé », la Métropole a jusqu'au bout campé un rôle d'arbitre. Une neutralité qui qualifie la place désormais dévolue à la collectivité locale dans une politique publique dont elle est pourtant compétente, mais *privée*. Le Président du Conseil du territoire de Marseille-Provence Roland Giberti (LR) qui en a la « charge » reconnaissait dès le début du conflit disposer d'une « [marge de manoeuvre réduite](#) ». Du côté de la mairie, la première à réagir fut l'ancienne maire des 15-16, désormais [maire adjointe](#), Samia Ghali qui demande à la société Derichebourg — et non pas à la Métropole — de « prendre ses responsabilités ». Le maire de Marseille réagit dans un [communiqué](#) dans lequel il laisse planer le doute sur les destinataires de sa colère : à l'encontre des grévistes ? ou de la Métropole ?

Rappelons que la ville, dont [ses habitant.e.s. sont pourtant première victimes](#), est dépourvue non seulement des moyens d'agir mais des compétences réglementaires. Il ne lui reste que les outils de la communication politique, qui, ici comme ailleurs, ne sont pas « que de la com' ».

Le maire explique mettre à disposition les services de la ville « au côté de la Métropole, si celle-ci en faisait la demande ». Nul besoin d'en arriver là : c'est sous son impartial égide que syndicat et direction aboutissent à un — Alors qu'une position plus ferme aurait par exemple été se soutenir des salarié.e.s en lutte contre leur direction ou de critiquer les choix et les positions de la Métropole, le maire a fait le choix de la main tendue envers la Métropole. Augure-t-elle de sa stratégie dans les rapports de force avec le pouvoir d'agglomération ? Le maire a franchi cette première épreuve sans l'affronter. A n'en pas douter, il n'en sera pas de même des autres.



***Cette semaine,
la préparation des prochaines échéances électorales
de juin avec l'organisation des scrutins régionaux
et départementaux***

En Normandie, pour annoncer la météo, on parle de la pluie qui recommence à tomber sans qu'elle n'ait jamais vraiment cessé. Pour évoquer les rythmes électoraux, on pourrait emprunter, en l'adaptant, la formule normande : y'r'vote. En juin, un an après les municipales, un an avant la séquence présidentielle-législative, se tiendront les élections régionales et départementales. R'v'la les campagnes, les sondages, les listes, les portes-à-portes, les portes qui claquent, les citoyens qui s'engagent, les ruptures qu'on promet, les rumeurs qui enflent, les boules qui puent.

Avant les fêtes, on apprenait qu'en PACA, un [sondage](#) plaçait en tête du 1er tour, un RN conduit par Thierry Mariani. Prouesse d'organiser un sondage sur un scrutin que chacun découvre. Le RN en tête au 1er tour (30 %) est donné perdant au 2nd face à une liste LR conduite par le Président sortant Renaud Muselier. Aucune liste de gauche ne dépasserait 10 %. L'hypothèse d'un second mandat sans conseiller régional de gauche n'est pas écartée. LREM serait conduite par la Ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, très populaire parmi les universitaires (non). Elle obtiendrait 13 %, moitié moins que LR. La situation se complique avec la possible candidature de la tête de liste du parti présidentiel lors des municipales marseillaises, Yvon Berland, sous les couleurs d'Agir. Mais, et attention, pulitichella sauce marseillologique, les élus locaux de cette formation de droite macron-compatible s'opposent à sa candidature au motif, explique cette semaine [Marsactu](#), qu'elle « hypothèquerait une alliance future avec la présidente sortante Martine Vassal lors des départementales. »

En face, on rêve d'un Printemps Marseillais à l'échelle régionale, c'est-à-dire d'une bonne vieille gauche plurielle qui a régné sur le Conseil régional de 1998 à 2015 sous les auspices de Michel Vauzelle. Dans le même temps, on apprenait que » (aka acteurs économiques, culturels, associatifs) dont certains ont participé à l'aventure printanière appelaient à une liste unie de la gauche. Dans un mail appelant à signer cet appel, on lisait :

« Seule une liste unique de gauche et écologiste peut rivaliser à condition que sa part citoyenne soit visiblement identifiée et qu'elle pèse sur la composition de cette liste. C'est ce à quoi nous nous employons et sans perdre de temps car les partis politiques rêvent de refaire la martingale marseillaise : on affiche un ou une (suivez mon regard) citoyen. n. e, on saupoudre de quelques noms ronflants de la société civile et le tour est joué ! »

Ça r'commence.

Paroles de maires

le 18 Jan 2021



***Cette semaine,
retour sur les interviews de Michèle Rubirola
dans Elle et de Benoit Payan
dans la presse locale***

L'ex et le nouveau maire se sont exprimé.e-s, clôturant la séquence du [switch](#) et ouvrant celle de la politique sous contraintes (sanitaires, politico-institutionnelles, financières). C'est dans [Elle](#) que Michèle Rubirola a justifié [la surprise la plus attendue de la fin de l'année](#) par un faisceau de raisons : « angoisse » de la responsabilité (« *quand il pleuvait je vivais dans la peur, la hantise d'une catastrophe comme celle de la rue d'Aubagne* » dit-elle avec franchise mais aussi maladresse. Non, Mme Rubirola, [ce n'était pas la pluie](#)) ; volonté de tout maîtriser rendant la tâche impossible ; problèmes de santé ; découverte de la catastrophe financière ?

Saura-t-on jamais ce qu'il s'est passé en janvier 2020 lorsque Benoit Payan lui propose de céder sa place, puis moins d'un an plus tard lorsque les rôles se sont inversés ? Ou ne le savons nous que trop. Réfutant toute préméditation, elle prolonge le mystère avec un curieux « on ne pensait pas gagner ». Désormais en « harmonie », elle laisse le fauteuil du maire à Benoit Payan qui reçoit la presse locale ([Marsactu](#), [La Marseillaise](#), *La Provence* ayant décalé la parution de l'entretien).

C'est la question financière et sa stratégie face au « [mur de la dette](#) » qui domine sa prise de parole. Critiquant les anciens choix, il insiste sur la mauvaise gestion patrimoniale et des négociations d'emprunt défavorables. Il promet sans le dire une gestion active du patrimoine qui devrait passer par des opérations de réhabilitation-cession au regard de la dégradation des actifs immobiliers détenus par la ville et annonce une renégociation de la dette.

En attendant les résultats de l'[audit commandé à Deloitte](#), il précise sa stratégie aux accents peu orthodoxes : non, il ne pratiquera pas « d'austérité », au sens de coupes dans le fonctionnement. Certes, sur les 14 directeurs généraux adjoints, il estime que la « moitié suffit » mais rassure les 17 500 agents qui constituent une « force ».

Sur les investissements, il promet un vaste et coûteux plan de rénovation des écoles et une lutte contre le logement insalubre. Se pose la question des relations avec la Métropole pour financer ces projets.

Annonçant combiner « complicité » politico-institutionnelle et « négociations rugueuses », il souhaite remettre en cause la « politique de guichet » privant les maires des leviers de financement de leur action publique. On passera enfin sur sa volonté de rompre avec « [l'habitus clientélaire](#) » sur lequel le sociologue [Kevin Vacher](#) a consacré un fil de discussion passionnant.

Pour tout cela et le reste, bon courage Monsieur le maire.

Martine Vassal, du qui-perd-gagne à la partie belle

le 25 Jan 2021



*Cette semaine,
la présidente de la Métropole et du département
repart en campagne*

Les vœux à la presse de Martine Vassal ont rappelé ce paradoxe noué à l'issue de la dernière municipale : la principale battue de cette élection — dans son secteur, fief de la droite, et à l'échelle de la ville — fut aussi sa principale gagnante. [Sortie confortée à la tête de la Métropole](#), son mandat de présidente du conseil départemental est remise en jeu en juin si les conditions sanitaires le permettent.

Assise sur les à qu'elle gère depuis ses deux institutions (4,4 Mds pour la Métropole ; 2,8 pour le département), parviendra-t-elle à conserver ces pouvoirs cumulés ; et surtout qu'en fera-t-elle alors qu'elle est engagée dans la seconde cohabitation métropolitaine de la brève histoire de l'agglomération marseillaise (après celle de 2009 à 2014, alors que la municipalité Gaudin devait faire face à une Communauté urbaine et un département socialo-guérinistes) ?

Le contexte est tendu. La crise sanitaire a déstabilisé la puissante machine départementale supposée être la main gauche du pouvoir territorial en raison de ses compétences en matière de cohésion sociale et de politiques de solidarité. Le budget 2020 adopté lors du Premier confinement avait été marqué par un emprunt record (550 M€, près du double du chiffre de 2017). Si la dette coûte peu cher en raison de la faiblesse des taux d'intérêt, que dire du coût engendré par la pandémie ([environ 220 M€ cumulés](#) pour les deux institutions) et accentué par le rôle d'amortisseur social du conseil départemental ? Sans parler des aides aux entreprises accordées depuis le printemps dernier, avant l'adoption du plan de relance et alors que l'ampleur des compensations accordées par l'exécutif sont encore incertaines.

En campagne « » comme elle l'admet, la voilà réconciliée avec Bruno Gilles pour compter sur l'union de la droite. Elle mettra en avant sa « [politique du ventre](#) » à travers les aides aux communes. Et soulignera que le bateau bleu n'est pas qu'un guichet, mais aussi un instrument du contre-pouvoir territorial face au gouvernement.

C'est ainsi qu'elle rencontrera la semaine prochaine le Premier ministre pour recevoir un chèque de 3,6 milliards d'euros sur 2 ans. Lors de ses vœux à la presse, enfin, elle n'a pas manqué de tancer le nouveau pouvoir marseillais sur les enjeux de sécurité, en se déclarant « open » (sic) à soutenir financièrement la ville pour renforcer un système de vidéosurveillance sur lequel le Printemps marseillais a décidé un moratoire. Après les élections municipales (perdues) et les intercommunales (gagnées), une manière de lancer la belle.

Les Verts, combien de divisions ?

le 1 Fév 2021



***Cette semaine,
l'annonce de la « destitution »
du chef de file d'EELV aux prochaines
élections régionales***

Décidément incorrigibles, les Verts ont pris l'habitude de suspendre leur chef-fe de file local-e trop porté-e sur l'unité des gauches. En octobre 2019, Michele Rubirola et Théo Challande se voyaient [reprocher par la direction de leur parti leur volonté de rester au sein de ce qu'on appelait alors le Mouvement sans précédent](#), en dépit de la décision des militants marseillais de lancer une liste autonome.

Quinze mois plus tard, rebelote et dix de der, cette fois pour le militant varois Olivier Dubuquoy, farouche opposant aux boues rouges de Gardanne, qui avait été désigné en octobre dernier, chef de file des écologistes pour les Régionales en PACA. Le bureau exécutif l'a « [destitué](#) » en raison de sa signature apposée en bas d'une [tribune](#), lançant une initiative intitulée « [Il est temps](#) » – à ne pas confondre avec une autre tribune lançant « [l'appel des 130 citoyens](#) » – qui appelle à l'union de la gauche sur le modèle du Printemps marseillais. On trouve d'ailleurs à ses côtés, les noms des principaux architectes de la formule gagnante des dernières élections municipales : des élus du PS et de ses alliés (Place publique, Générations, Ensemble !), d'autres du PC, des syndicalistes, et tout ce qu'une tribune peut compter de militants associatifs et d'acteurs-de-la-société-civile.

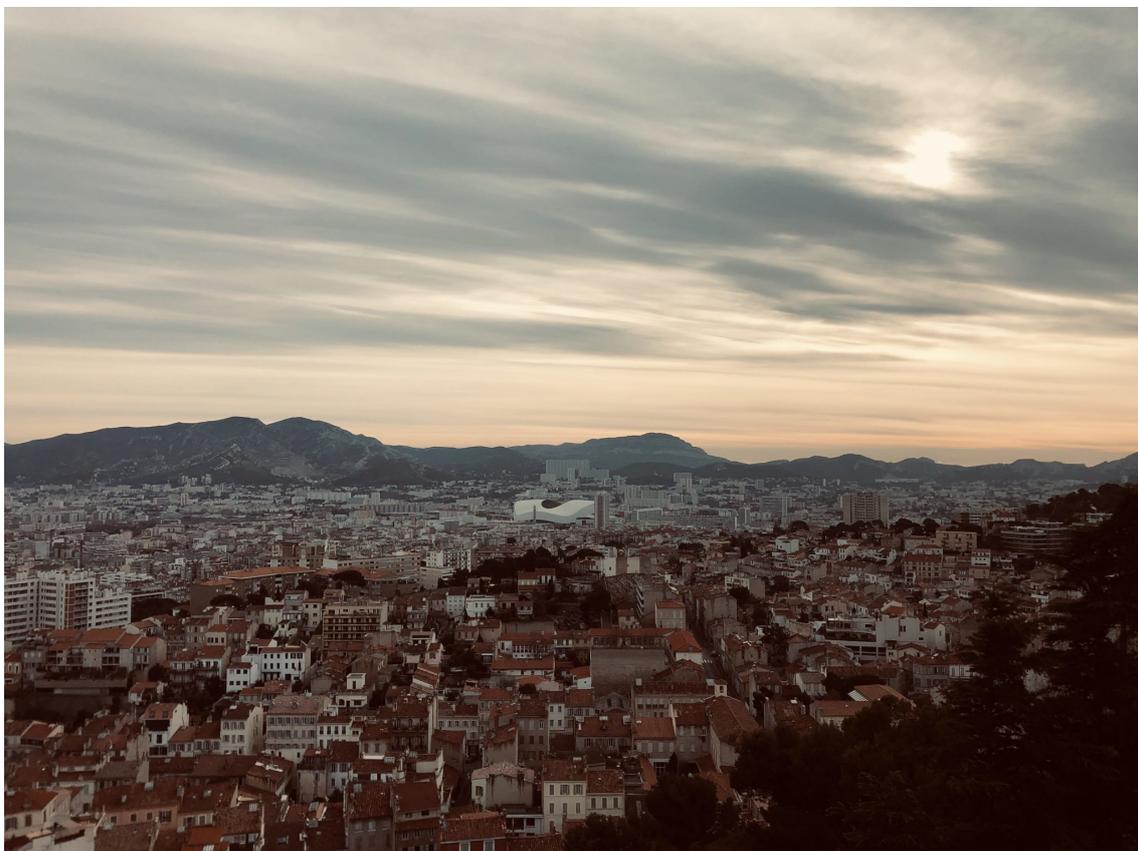
Cette sanction s'explique par la profonde [hésitation du parti](#) tiraillée entre les partisans de l'autonomie et ceux de l'union des gauches. Il y a moins de dix jours, on apprenait l'adoption d'une motion préconisant un « rassemble [ment du] pôle écolo sur un texte socle de nos objectifs » préalable à l'ouverture de « discussions (...) aux partenaires potentiels susceptibles d'être écolo-compatibles ». Cette décision fut mal ressentie auprès desdits « partenaires potentiels » qui se revoyaient bien [refaire le même coup qu'au printemps dernier](#). Même La France Insoumise s'est jointe aux voix qui regrettent la décision d'EELV et plaide « pour un rassemblement de la gauche sociale et écologique qui sorte des logiques d'appareil ».

Tous ont en mémoire le retentissant fiasco de 2015 qui avait vu toutes les formations de gauche balayées de l'hémicycle du conseil Régional laissant en tête-à-tête LR, tendance Estrosi et RN, tendance Marion Maréchal. C'est dans ce contexte que, prenant le contre-pied de la motion adoptée par EELV, son chef de file aux Régionales signe une tribune s'opposant à l'option autonomiste... s'attirant du même coup les foudres de certains de ses camarades furieux de le voir s'affranchir de la discipline *collective* et accusé de ne pas « rassembler ».

Qui c'est les plus forts ?

L'OM, la crise permanente, la ville

le 8 Fév 2021



Cette semaine la crise permanente qui secoue l'Olympique de Marseille et son intrication dans la ville

Au moment d'écrire ses lignes, l'OM n'a pas encore logiquement perdu contre son rival parisien – c'était hier ne me dites rien – et n'a [pas encore été vendu](#) à un prince saoudien pour une somme avoisinant le total des dépenses d'investissement de la ville (450 M€). En revanche, son [centre d'entraînement a été envahi](#) samedi dernier par une centaine de supporters sous les yeux effarés des salariés du club, de l'entraîneur de l'équipe première et des joueurs.

Un entraîneur qui devait donner sa [démission](#) au cours d'une conférence de presse avant de se voir signifier sa mise à pied par sa direction. Si certains observateurs aiment à qualifier ces situations de « lunaires », avouez qu'on était là plus proches de la planète Mars (12^e arrondissement).

En milieu de semaine, et sans qu'aucun de ces éléments ne soit liés, [le maire annonce](#) son intention de vendre le stade Vélodrome « parce qu'il nous coûte trop cher » . Une position défendue lorsqu'il présidait le groupe d'opposition socialiste à la mairie lors de la dernière mandature. Pour mémoire, le stade fut rénové entre 2011 et 2014 sous l'empire du régime des partenariats publics-privés : financés par Bouygues Construction via sa filiale Arema (105 M€), l'Etat (30 M€) les collectivités locales (80 M€, dont 45 par la seule ville), pour un total de 270 M€ (soit environ 90 fois le budget de la ville dédiée à l'entretien des écoles). PPP oblige, la ville verse un loyer à Arema pendant 31 ans. [Pour la faire vite](#), le coût réel net pour la municipalité s'élèverait à 551 M€ sur 31 ans, soit 18 M€ par an. La redevance de 4 M€ demandée à l'OM pour occuper le stade, dont [il gère l'exploitation](#) depuis 2019 se révèle bien maigre.

Ces rebondissements, croisés et concentrés sur une semaine, soulèvent à nouveau la place de l'équipe de foot dans la ville. Fortement associée dans les imaginaires, elle est toujours discutée par celles et ceux, dont le cortège grandit, qui observent cela avec détachement sans qu'il n'en coûte à leur identité marseillaise.

Passé l'antienne selon laquelle il y aurait autant d'abonnés à [l'OM qu'aux théâtres](#), reste ce curieux paradoxe d'une institution à la fois inextricablement liées à la ville (dans les stéréotypes qu'ils partagent : exubérance et passion irrationnelle, fierté gonflée, instabilité chronique) et profondément détachée d'elle, par lointaine indifférence pour une partie des habitants, par [progressif dépit amoureux](#) chez d'autres, [décus](#) de voir le club de leur enfance prendre un virage néo-managérial macronien sous pavillon américain avant donc de passer sous bannière saoudienne. Lunaire.

Au conseil municipal, l'exercice du pouvoir symbolique

le 15 Fév 2021



*Cette semaine,
retour sur le conseil municipal de lundi dernier*

Presque 12 heures de conseil municipal, « [le plus long de l'histoire](#) » selon le maire qui n'était pourtant pas, lui, prof d'histoire. Ce 1er conseil depuis son élection confronte son pouvoir à l'étendue et aux limites de son exercice symbolique. Il ne s'agit nullement de minimiser son influence, mais de qualifier un registre de ses attributions et de son expression.

Un premier temps consacré au [rapport de la Chambre régionale des comptes](#) est l'occasion de revenir sur les errements de la gestion passée. De même, le [débat d'orientations budgétaires](#) instruit à nouveau le procès du passé. La rupture s'insère par petites touches comme ici avec ces délibérations portant sur le règlement intérieur, ou là avec cette farce de rachat gratuit de la marque Marseille à Netflix. Une rupture parfois en trompe-l'oeil quand on touche à des politiques publiques moins symboliques : la critique du « sur-tourisme » se heurte à la [dépossession des outils de régulation](#) au dépens de la Métropole, la poursuite du projet du parc de la Porte d'Aix malgré [les alertes de collectifs](#), le réquisitoire contre Euromed produisant une « ville sans âme et construite malgré et contre ses habitants » contraste avec l'impuissance de la ville à la contrer sur le terrain. Et bien sûr, le vote du [protocole réformant le droit de grève dans les écoles](#) qui provoque la première division, certes limitée, au sein de la majorité. Le projet passe avec les voix de la droite qui demande un scrutin public refusé par B. Payan dans un style soudainement gaudinien.

Rupture en trompe-l'oeil donc, mais rupture symbolique qui reprend de la consistance lors du vote de la subvention à SOS Méditerranée et qu'une passe d'armes avec les droites manifeste la rupture, *transformant soudain* Marseille en ville accueillante. La réduction de la politique symbolique à des gestes de communication gratuits et sans effet est absurde.

Contraint par des rapports de force d'institution et l'austérité budgétaire, le pouvoir municipal a été chassé de l'espace de construction de politiques publiques pour se replier sur les registres symboliques. Ceux-ci s'épanouissent lors du vote du rapport 87 portant nouvelle dénomination de l'avenue des Aygalades. [L'avenue Ibrahim-Ali est créée](#), 26 ans après son meurtre par un militant du Front National. La tension, l'indignité des élus du RN, contrastant avec les discours de S. Ghali, N. Djambaé et N. Benmarnia resteront dans la mémoire de ce conseil. Un conseil enfin rangé dans le camp de la mémoire des victimes des crimes racistes. Non, décidément, les symboles ne sont pas que de la com.

La guerre territoriale est déclarée

le 22 Fév 2021



(Photo d'archives : Emilio Guzman)

Cette semaine, les fractures institutionnelles révélées lors des conseils de territoire et métropolitain de mardi et jeudi dernier

La seconde ère de la cohabitation métropolitaine – après la période 2008-2014 – a donc finalement commencé. Le réchauffement des positions a sans doute à voir avec le *switch* de décembre qui a vu B. Payan succéder à M. Rubirola peu encline à croiser le fer politico-institutionnel. [Les séances du conseil de territoire Marseille-Provence](#) (subdivision qui correspond aux frontières de l'anciennes intercommunalité) puis du conseil métropolitain cette semaine ont été l'occasion d'une première véritable mise à l'épreuve des conflits territoriaux.

Dans le cadre du plan France Relance, la Métropole espère se voir co-financer 185 projets pour un montant de près de 4 Md€. Le maire de Marseille, qui répète pourtant sa volonté « [d’aller chercher l’argent avec les dents](#) », repousse cette bouchée financière, reprochant à la présidente de la Métropole son manque de concertation. Entre deux étranglements, la majorité LR joue la carte de la distribution des compétences : ce « contrat métropolitain » portant sur des compétences métropolitaines, le maire d’une commune n’a pas à se prononcer. [Et puis, résume M. Vassal](#), mêlant caricature et malice, « *l’Etat nous propose de l’argent, prenons-le* ». De toutes façons, argue-t-on, seuls les projets murs et déjà dans les tuyaux peuvent espérer rafler la mise. Sous-entendant, le temps de la concertation n’est plus, l’heure est à l’urgence ; et soulevant au passage de sérieux doutes sur les contours du monde d’après qui financent les projets d’hier. Sur la mobilité ou la transition écologique, l’opposition ne dispose ni des compétences, ni des moyens pour mettre en œuvre son programme. [C’est ce que reconnaissait le maire de Marseille](#) lors du conseil métropolitain : « *Ce qui nous est présenté ici, ce n’est pas le projet pour lequel nous ont élus les Marseillais* ».

Voilà résumé le problème démocratique posée par le découplage entre le territoire d’élection – la commune – et le territoire de l’action publique – la Métropole. « *Ici* », ce n’est pas le conseil municipal, c’est cet « *ailleurs* » qui résonnera étrangement lorsqu’il questionnera ses collègues : « *qui d’entre vous accepterait qu’on vous impose des choix qui viennent d’ailleurs ?* »

Pense-t-il au siècle passé de l'impossible construction du pouvoir d'agglomération qui a vu les tentatives d'instaurer un « Grand Marseille » être sans cesse repoussées par cette république départementale des « petits maires » ? Un Grand Marseille accusé de vouloir *imposer des choses qui viennent d'ailleurs* ? Un retournement de situation historique qui lance pour de bon la guerre territoriale attendue.

La vidéo sous surveillance

le 1 Mar 2021



Cette semaine, les polémiques entourant la vidéosurveillance

La visite à Marseille du Ministre de l'Intérieur et le thème de la vidéosurveillance ont été l'occasion de passes d'armes entre élus locaux et gouvernement, ancienne et nouvelle majorité, municipalité et métropole... et entre *Marsactu* et le Printemps Marseillais (PM).

Rembobinons. Le programme du PM – attention il fallait l'archiver car « [cette page n'existe pas ou plus](#) » sur [son site internet](#) – mentionnait la mise « en œuvre d'un moratoire sur les dispositifs de vidéosurveillance » dénonçant un outil coûteux et inefficace. Une position en rupture avec l'ère Gaudin qui avait déployé 1400 caméras et misé sur l'intelligence artificielle dans le cadre de l'opération « [Safe City](#) ».

Attaqué en justice par la [Quadrature du Net](#), le projet est [suspendu](#) par la mairie en janvier. Quelques jours avant la visite du Ministre, l'adjoint au maire en charge de la sécurité, Y. Ohanessian [expliquait qu'](#)« une caméra n'[avait] jamais arrêté le moindre voleur, et encore moins un trafic de drogue ». La visite ministérielle s'inscrit dans un classique échange de blâmes entre des élus locaux qui réclament plus de moyens policiers – alors que [La Provence](#) consacrait mercredi sa *Une* à l'ampleur du trafic local de stupéfiants – et exécutif qui tance les premiers pour laxisme avant de leur accorder un bataillon supplémentaire. Au cours de sa visite, nous raconte [Libération](#), le Ministre évoque la nécessité de disposer des « moyens d'image comme dans toutes les villes de France ». Et l'adjoint de rétorquer : « J'ai autant de fonctionnaires de police qui m'expliquent que ça ne règle pas une grande majorité de problèmes ». Il ne manquait que M. Vassal à l'écran pour être au complet : la Métropole des Bouches-du-Rhône [promet 1 M€ pour accompagner le développement de la vidéosurveillance](#). Et la ville de confirmer aussitôt son [moratoire](#).

C'est une autre histoire que raconte [Marsactu](#). La mairie aurait lancé un marché public de maintenance et « contrairement à ses engagements de campagnes [serait] prête à déployer de nouvelles caméras ». Alors moratoire ou redéploiement ? La révélation de *Marsactu* galvanise l'opposition qui s'empresse de communiquer : « face aux évidences, face à la bronca des fonctionnaires de police qui ont conspué les élus de gauche devant le ministre, la majorité a fait marche arrière. Ce revirement, c'est positif pour les Marseillais ».

Et énerve l'adjoint au développement économique :
« [article intéressant, titre putaclic](#) » tandis qu'un [allié du PM, Place publique](#), précise « comme annoncé dans le programme, pas de position dogmatique mais des décisions au coup par coup ».

Le fini parti socialiste

le 8 Mar 2021



***Cette semaine,
une fédération socialiste des Bouches-du-Rhône qui
poursuit la tradition***

En mars 2018, une éternité, l'Arlésienne N. Mebarek et le Marseillais Y. Ohanessian sont candidats à la fonction de premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône pour succéder au Puechens et très guériniste J-D. Ciot. Il fallait tourner la page des défaites électorales, des compromissions judiciaires et de la tutelle de 2011.

Mais le renouveau commence mal : au premier tour contre 11 000 déclarés au début des années 2010 et encore 3 600 officiellement inscrits. À ce déclin numérique s'ajoute la défiance. Y. Ohanessian décide de retirer sa candidature avant le second tour, mettant en cause sa concurrente qu'il [soupçonne d'irrégularité](#). [Marsactu](#) relatait alors cette guerre d'égos et de cartes entre socialistes que rien n'oppose sur le plan des idées (il faut dire que comme les électeurs elles ne sont plus légion) et cite un responsable guériniste, mais néanmoins clairvoyant : « *On n'existe même plus mais on continue à se mettre sur la gueule. On se bat pour une terre brûlée* ».

La presse nationale, du [Monde](#) à [Libération](#), se replongeait, qui dans les « pratiques industrielles » des fausses cartes, qui dans le vide idéologique d'une fédération qui élit la mandataire d'Emmanuel Maurel, parti quelques semaines plus tard chez Jean-Luc Mélenchon, mais défend une ligne social-libérale pour respecter des équilibres auxquels plus personne ne comprend rien. La situation était alors pourtant limpide par rapport aux derniers épisodes du roman-savon de Marseille socialiste. Le 1er février, [on croit savoir que N. Mebarek](#), devenue entre-temps députée européenne, démissionne de sa fonction de premier secrétaire. C'est en tous cas ce qu'elle fait savoir. Elle propose pour la remplacer une direction collégiale. Trois semaines plus tard, c'est le retour du [rififi](#). N. Mebarek explique qu'on l'a mal comprise. Si elle a bien demandé qu'une direction collégiale prenne son relais, cela ne signifie pas sa démission immédiate.

Ses adversaires, A. Krehmeier, un proche de B. Payan en tête, auraient organisé une sorte de conseil fédéral

clandestin avec contre-mails et vol de clés. Mais la première secrétaire (sortante ?) souhaite maintenant conduire les négociations dans la perspective des élections territoriales du printemps. La direction nationale du PS réagit finalement par une [quasi-tutelle](#) qu'elle appelle « [direction fédérale provisoire](#) ». Une militante résume bien la situation : « On n'a pas bien compris ». Nous non plus. Et sinon, les comptes ont été refaits : les militants à jour de cotisation sont 550 (cinq cent cinquante).

Combien est votre blanquette ?

le 15 Mar 2021



*Cette semaine,
le déjeuner entre le maire et le Président.*

Emmanuel Macron a partagé sa blanquette avec Benoit Payan mercredi dernier. Au menu, la crise sanitaire mais aussi les difficultés financières d'une ville contrainte et engagée à [investir massivement dans ses écoles](#) et son habitat indigne. Le premier magistrat est [sorti rassuré](#) du rendez-vous élyséen : « On a beaucoup parlé des écoles, un sujet sur lequel j'ai mis le chiffre de un milliard d'euros sur la table ». On ne sait pas si ce montant a été ramassé.

Si le Président de la République a répété son attachement à Marseille, B. Payan est reparti en lui réclamant des « preuves d'amour ».

Pourtant, ce rendez-vous n'a rien d'une faveur : le maire de Montpellier a eu droit à son repas du faubourg Saint-Honoré le mois dernier et la maire du Nantes a goûté les mets de Matignon. Que signifient ces rencontres ? Une bien curieuse pratique de la décentralisation d'abord, alors que se précisent les contours d'une réforme territoriale, dite « loi 4D » qui renforce la [décentralisation à la carte](#).

De tout le pays, on continue de se presser dans un 8e arrondissement où on ne voit pas la mer, et en attendant que l'huissier appelle, on triture son chapeau entre des mains qu'on devine moites pour négocier l'argent et la considération nationale. Un esprit de cour qu'ils appelleront contractualisation. Un sur-mesure territorial qui dépend de la capacité des édiles à convaincre ou de l'attachement du Chef à telle ou telle de ses provinces. 40 ans après l'adoption des lois Defferre, la décentralisation n'a jamais autant parue une affaire parisienne.

Pour B. Payan, il faut bien contourner le carcan territorial et son effroyable isolement en allant chercher au centre les ressources auxquelles il ne peut plus accéder au local. Quand [Le Parisien](#) évoque un « appel à l'aide », le maire réclame au micro de [RTL](#) la « solidarité nationale », regrettant que sa ville « soit peut-être la grande ville de France la moins bien dotée ».

Une Marcheuse marseillaise, sans doute bien introduit au Palais, [croit savoir](#) qu'une « structure spécifique associant la ville et l'Etat » serait chargée de résoudre le problème de l'état des écoles. Si cet affichage d'un partenariat public-public rompt avec le PPP honni de l'ère Gaudin, il peut aussi annoncer un établissement public qui, à l'instar des politiques d'aménagement (avec Eurroméditerranée) ou de l'habitat indigne (avec la SPLA-IN), signifie une [tutelle](#) de l'Etat sur les résidus de compétences municipales. De la décentralisation à la solidarité nationale, de la solidarité à la tutelle, comment avez-vous trouvé la blanquette finalement M. le maire ?

Deux frères

le 22 Mar 2021



Cette semaine, l'ouverture du premier procès Guérini

Le tribunal correctionnel de Marseille examine cette semaine les faits reprochés à Jean-Noël Guérini, sénateur (depuis 1998), ancien président du Conseil général des Bouches-du-Rhône (1998-2015), ancien maire du Panier 2e secteur de Marseille (1983-1989, puis 1995-2001) et *boss* des socialistes du département au début du millénaire.

Poursuivi pour prise illégale d'intérêts après 12 ans d'une enquête aux multiples ramifications tendant à prouver l'existence d'un « [système Guérini](#) », il est finalement délesté des charges les plus infamantes – et menaçantes sur le plan judiciaire – notamment celle d'association de malfaiteurs.

La période jugée est de l'histoire ancienne : celle de la Première cohabitation métropolitaine (2008-2014) lorsqu'Eugène Caselli l'emporte dans la confusion – déjà – pour présider la Communauté urbaine. Eugène Caselli tellement oublié qu'on n'arrive pas à le joindre pour qu'il vienne témoigner afin de lui demander s'il était bien cette marionnette brushée entre les mains des frères.

Au premier jour, il est question des deux frères, de leurs trajectoires parallèles qui se croisent pourtant quand les ressources de l'un servent la position de l'autre ou qu'il faut faire fructifier les affaires privées de l'un (Alexandre) plutôt que l'intérêt public censé être défendu par l'autre (Jean-Noël).

Au second jour, la lumière jetée par le procès sur cette confusion n'est belle ni pour les prévenus, ni pour l'institution qu'aucun d'entre eux n'était pourtant chargé de gérer. Celle des rapports de force, virils souvent, des intimidations, vulgaires toujours. Celle de la colonisation de la communauté urbaine par M. Frère à travers son secteur de la propreté si lucratif pour l'entrepreneur, rentable pour le candidat, sensible pour l'élu et précieux pour l'historien.

Au troisième jour, la déposition de l'épouse et belle-soeur déroule une autre histoire, où il est question du secrétariat particulier de Gaston Defferre, de fonctions dirigeantes aux rôles incertains, où on devine l'instrumentalisation sans pouvoir conclure à la manipulation.

Au quatrième jour, c'est enfin au tour de Jean-Noël Guérini. Prenant la barre pour la tribune de l'orateur et les juges pour son public, le public pour ses électeurs, le vieux sénateur oublie qu'il a perdu ses talents oratoires et n'a plus d'électeurs.

Tout à sa sempiternelle définition du clientélisme qu'il confond – encore – avec cette « fonction d'élu » : « tendre la main au peuple de Marseille ». Le procès Guérini n'est pas encore celui du clientélisme, il est assurément celui du mélange des genres et de la confusion.

Touchez pas à la Plaine¹

le 29 Mar 2021



Cette semaine, le carnaval de la Plaine et sa déflagration médiatico-politique

Alors que sa réputation n'est plus à faire, le Carnaval indépendant de la Plaine, Noailles et des Réformés a suscité une indignation inédite. 6 500 participant·e·s selon la préfecture (qui a fait preuve, une fois n'est pas coutume, de générosité dans le compte) ont manifesté un sidérant relâchement des gestes barrières. Le port du masque et la distance physique pulvérisés dans une irruption du monde d'avant qu'on envisage dans un avenir de plus en plus lointain. Et le carnaval d'accomplir sa double fonction d'abolition et de renversement symbolique de l'ordre social.

¹ Titre d'une chanson écrite par Manu Théron

Certes, les [preuves manquent](#) pour considérer les rassemblements en plein air comme moments supercontamineurs, mais comment ne pas avoir en tête la dégradation de la situation sanitaire et la saturation des services de réanimation en voyant ces images ? Et tandis que [le maire évoquait la « profanation »](#) du lieu de mémoire de la rue d'Aubagne, la droite locale fustigeait ces danseur·se·s costumé·e·s mais démasqué·e·s et qualifiait le carnaval « [d'attentat sanitaire](#) », accusant la majorité de laxisme et de [complicité](#). La prophétie de M. Vassal voyant dans le Printemps marseillais un [cortège de black blocks](#) anisés se réalisait soudain.

Ces réactions confirment le statut de la Plaine dans les politiques urbaines et les luttes sociales à Marseille. [La requalification amorcée en 2015](#), le chantier lancé à l'automne 2018 et qui entre dans sa dernière ligne droite ont braqué les projecteurs sur ce quartier populaire qui fait l'objet de puissantes recompositions sociales. Symbole de la politique de « montée en gamme » de la municipalité précédente, il est l'un des lieux où le discours de « reconquête » se manifeste par l'édification d'un mur censé mettre à l'abri la mise en œuvre d'une opération d'*amanégement*. Le marché immobilier devant faire son office et accompagner l'arrivée des classes moyennes supérieures. Paradoxalement, la 21^e édition du Carnaval indépendant de la Plaine a été la démonstration de ces évolutions. Car ses habitué·e·s l'ont finalement peu reconnu. Certes, le Caramantran a été jugé et brûlé, les étourdi·e·s qui avaient oublié leur déguisement, enfariné·e·s, la police a jeté quelques grenades lacrymogènes et interpellé une poignée de carnavaliers.

Mais, à la lecture [des compte-rendus](#), domine l'impression d'une forme de gentrification subie par le Carnaval. Après l'aménageur, le spéculateur immobilier, le policier, l'adjoint au maire, la Plaine se découvrait un nouvel ennemi : un public venu, déguisé, l'applaudir depuis Valence, Naples, Briançon Millau ou Paris. Touché, la Plaine ?

Gaudin en ses mémoires

le 5 Avr 2021



***Cette semaine,
la publication des mémoires de l'ancien maire***

Alors que le prétoire du tribunal de Marseille [résonne des réquisitions contre les frères Guérini](#) et tandis que le [conseil municipal débat du premier budget](#) de la nouvelle majorité, l'ancien monde frappe à une autre porte avec cette publication de [Maintenant, je vais tout raconter](#) signé Jean-Claude Gaudin.

Le bilan n'est-il pourtant pas [déjà établi](#) ?

On écoute quand même, une dernière fois, la sempiternelle évocation de la politique d'antan dont on se pince pour vérifier qu'elle a bien existé ainsi, avant de se mordre en constatant qu'elle est loin d'avoir disparu.

Monsieur le maire honoraire de Marseille fait donc la [tourné des médias parisiens](#) et des bonnes feuilles sont publiées [ici](#) et [là](#). On s'en contentera.

50 ans de vie publique et 122 ans de mandat, donc, conseiller municipal de Marseille élu pour la première fois - benjamin – en 1965, député (1978-89), conseiller général (1982-88), maire de secteur (1983-89), Président du conseil régional (1986-98), Sénateur (1989-95, puis 1998-2017) dont vice-président (2014-17), Ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration (1995-97), Président de la Métropole (2016-18) et Maire de Marseille (1995-2020), ouf ! Et que retenir ?

Une compilation d'anecdotes trop connues qui le mettent en scène à côté de quelques puissants ; un rapport personnel à la chose publique ; un clientélisme assumé dès lors qu'il correspond à une définition « guériste » (« rendre service aux gens ») ; un bilan de politiques publiques soit par petites touches (une usine qui échappe à la délocalisation), soit à traits grossiers (Euroméditerranée, le tourisme, un front de mer *flagship*) sans qu'on puisse apprécier son véritable apport de l'action publique qu'il a conduit.

La médiocrité de sa politique se mesure aussi à la difficulté de la qualifier parmi le paysage des expériences d'économie politique de la France urbaine : ni sociale-démocrate par manque d'appétence pour la redistribution, ni néolibérale par incompetence de la puissance publique et manque d'attractivité pour les intérêts privés, ni conservatrice mais tout de même un peu, ni populaire, bien sûr, jamais.

Les [interviews](#) qu'il a données la semaine dernière résume la trace qu'il gardera, tendue vers une matinée au crépuscule de son mandat : le 5 novembre 2018. Sa responsabilité dans la politique de l'habitat indigne ne lui vaut pas encore une mise en cause judiciaire, [mais la procédure avance](#). Ce drame qui « le hante tous les jours » selon sa formule rabâchée résumerait-il la vie politique de celui qui la lui a consacrée ? Cruel, peut-être, mais si juste.

Une « candidature citoyenne à gauche » et les mots pour l'exprimer²

le 12 Avr 2021



Cette semaine, la candidature à la candidature d'Olivia Fortin pour les Régionales

La fondatrice de *Mad Mars*, pierre angulaire de la formation du Mouvement sans précédent à l'été 2019, devenu Printemps marseillais à l'automne, avant de l'emporter lors des élections municipales de mars-juin 2020 parviendra-t-elle à faire sortir la gauche régionale de l'hiver ?

² « Ne voyez-vous pas que le but du novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? A la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée, car il n'y aura plus de *mots pour l'exprimer*. Tous les concepts nécessaires seront exprimés chacun exactement par un seul mot dont le sens sera rigoureusement délimité. La Révolution sera complète quand le langage sera parfait. » George Orwell, 1984

Confirmant sa « candidature à la candidature pour les régionales », Olivia Fortin exprime le souhait de « prendre la tête d'une liste au service d'un projet de gauche et d'écologie ». La directrice de l'Observatoire de l'efficacité de l'action publique de la Fondation Jean-Jaurès et adjointe au maire de Marseille en charge « de la modernisation, du fonctionnement, de la transparence et de la coproduction de l'action publique, et de l'open data » poursuivra-t-elle son ascension politique jusque là sans faute ?

Tendre d'abord « l'arc progressiste » de LREM aux écologistes en réunissant les opposants locaux à l'exécutif national sans s'aliéner la sympathie des soutiens du gouvernement ? Rallier ensuite les chefs de partis d'une gauche discréditée ? Puis, faire passer une coalition de gauche plurielle pour un signe de dépassement des partis ? S'inscrire dans la dynastie des Rastoin et apparaître, dans le même temps comme le symbole du renouvellement de la vie politique locale ? Battre, enfin, sur son terrain, la cheffe de file de la droite, héritière du pouvoir, et cumulant la présidence de la Métropole et du département ?

Autant de défis relevés pour la cheffe d'entreprise qui s'attelle depuis à un challenge tout aussi redoutable : mettre en œuvre le vaste chantier de la « modernisation » de l'administration et de l'action municipale, que certains appelleront « programme de rationalisation » quand d'autres, moins pudiques, parleront de « remettre les agents au travail ».

Dans chacune de ses contradictions, Olivia Fortin pousse la cohérence des marqueurs de la recomposition de la configuration politique actuelle. Contradictions et recompositions toutes contenues dans ce titre de *La Provence* : « [Olivia Fortin candidate citoyenne à gauche](#) ». Dans une sorte de novlangue en patois marseillais sortie de 1984 : si tous les termes employés sont exacts, ils sont en tout point faux par ailleurs. « Candidate », elle l'est... à la candidature. Reste à obtenir le soutien des formations politiques, voire une investiture. « Citoyenne », assurément, mais parce qu'elle a bâti sa légende sur la fiction d'une porte-voix de la société civile quand *Mad Mars* agrégeait des trajectoires à la distance parfois faible avec les logiques et les appareils partisans. « Gauche », peut-être, mais laquelle et jusqu'où ?

Semaine de malaise pour la culture

le 19 Avr 2021



Cette semaine, la « culture » pris dans les luttes, les tribunes et les motions

La culture que l'on confine, ses lieux que l'on occupe, ses tribunes que l'on signe, ses motions que l'on retire. En quelques jours, la culture revient sur scène et on se demande si ce n'est pas pour y mourir pour de bon. Trois moments, trois espaces, trois types d'acteurs qui donnent à la « culture » sa pleine mesure polysémique oscillant entre saveur de luttes et odeur empuantie.

C'est d'abord [l'occupation des théâtres](#) qui s'inscrit dans le mouvement national.

Au [Merlan](#), à la [Criée](#) ou au Frac depuis un mois, on réclame, non pas la réouverture des lieux culturels, mais l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage qui frappe durement les intermittents du spectacle, structurellement exsangues, et encore plus fragilisés – si la chose est possible – par les conséquences de la pandémie et l'annulation des spectacles.

De la précarité, il n'en est pas question dans le second mouvement de la polysémie culturelle marseillaise. Soixante-sept personnalités locales des mondes de l'art et de la culture, signent [une tribune à la gloire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) qui a fait preuve de « sa volonté, toujours en acte (sic), de se mettre au service de la culture et des acteurs culturels dans toute leur diversité » (sic, sic et re-sic). Ne boudons pas notre plaisir et continuons la lecture : « la Région ne s'est jamais contentée de simples engagements » – ce qui aurait été dommage – mais « a agi pour le bien commun » – rien que ça – et « elle continuera de le faire pour que le retour à la vie culturelle soit assurée plus vite ». Elle le continuera pour que vive la culture et que la culture vive si, et seulement si, bien sûr, les suffrages se portent sur la majorité sortante qui a « mise à l'honneur la culture ». « Pour toutes ces raisons » – et pour d'autres, sans doute – la tribune se conclue par un « souhait » : le « maintien de ces orientation durant le prochain mandat régional ».

On croyait avoir vu la droite locale à la manoeuvre dans cette grossière instrumentalisation politique de la « culture » et on n'avait pourtant rien vu.

On apprenait en fin de semaine que le groupe majoritaire (LR) à la Métropole avait l'intention de [présenter un « appel à l'expression d'une politique culturelle de l'enracinement et de l'amour de la France »](#) (c'est son titre graphique). Ce « torchecul » comme le qualifie Jean-Marc Coppola coche tous les mots clés de l'offensive maurrassienne au nom de la toujours sacro-sainte « culture ». Devant le tollé, la motion a finalement été retirée avant qu'on en connaisse les porte-plumes. Mais décidément, sale semaine pour la culture.

Ne venez pas (ou alors autrement)

le 26 Avr 2021



***Cette semaine,
la campagne de « démarketing » territorial
amorcée par la municipalité***

En janvier déjà, la direction du parc national des Calanques avait alerté contre les effets de la surfréquentation (3 000 visiteurs par jour l'été dernier, le double de 2019). [Son directeur expliquait](#) vouloir « mieux maîtriser l'attrait de ce territoire pour le protéger ». Si le mot de démarketing n'était pas prononcé, son discours s'accompagnait d'incitations visant à ce que sur les réseaux sociaux « chacun garde son expérience pour soi ». De la publicité négative était même proposée sur le [site des Calanques](#) : clichés de plages bondées et messages rebu-tants « vantant » l'eau froide et les accès difficiles. La [chargée de la communication était plus directe](#) que le sentier vers Sugiton : « À long terme, nous espérons voir la fréquentation se stabiliser puis descendre ».

De toute façon, [prévient un agent du parc](#) : « il n'est pas question de revivre un été 2020 bis, les écosystèmes n'y survivraient pas ».

Cette menace a incité la [municipalité à relayer cette stratégie](#), tournant le dos à trois décennies de tentatives de politiques de compétitivité et d'attractivité. Elle demande à l'Office du tourisme – [qui dépend de la Métropole, ouvrant un nouveau front de luttes d'institutions](#) – d'arrêter de promouvoir la ville. Certes, contrairement à Barcelone ou à Venise, c'est moins une prise de conscience écologiste qui guide ce changement de pied, qu'une réponse à l'impératif sanitaire et à ses conséquences. L'an dernier, [3,5 millions de personnes s'étaient entassées sur les plages marseillaises](#) (+63 % par rapport à 2019), pour la plupart des touristes parisiens français, empêchés d'encombrer les littoraux italiens ou espagnols. « L'année dernière, on a vu arriver un “public Instagram” complètement hors des réalités, en claquettes et sans eau pour randonner des heures » déplore un écocarde dans [Libé](#).

Si chacun s'efforce de présenter l'équilibre entre fréquentation touristique et préservation du site, deux visions s'opposent, in fine. D'un côté, commerçants, restaurateurs et hôteliers « ont besoin de remplir les tiroirs-caisses » dans un contexte (post) pandémie qui les a pulvérisés. De l'autre, ceux qui estiment qu'il y a plus impérieux que le développement économique : la sauvegarde de la planète. C'est le chantage à l'emploi à front renversé. « [Le capitalisme ou nous](#) » écrit le journaliste Hervé Kempf. Oui, le tourisme crée de la croissance. Certes. Mais il tue l'environnement.

Et pas à petit feu. Pour préserver les Calanques des méga-incendies, ne venez pas, ou moins nombreux, laissez vos tongs à l'entrée, buvez de l'eau et faites moins de bruit, je vous prie.

L'insulte raciste et ses rires

le 3 Mai 2021



***Cette semaine,
les propos racistes d'un président de club nautique en
présence d'élu·e·s aphones ou hilares***

Il faut entendre et retranscrire la parole raciste :

« – (...) ils ont fait simplement un rappel à la loi. Je veux dire... À un moment donné, ces melons....

– Il n'y a pas une volonté politique...

– Il n'y a pas une volonté politique pour dire 'il faut les éradiquer'. On se fait marcher dessus. On se fait marcher dessus et cracher dessus. Voilà, les mecs, ils arrivent... Ils louent des jets, ils empêchent les autres de mettre à l'eau, ils vendent des bières, ils fument la chicha, ils pissent, ils caguent sur le parking... À un moment donné... Faut arrêter, quoi. À un moment donné, ça devient du n'importe quoi. Et tous les politiques, quel qu'ils soient... On dirait qu'il faut pas les toucher, qu'il faut pas ci, qu'il faut pas ça...

Alors, je ne suis pas raciste, mais... Là, y en a marre. Maintenant, tu ne peux plus rien faire sans que les Arabes viennent te faire chier. À un moment donné... Alors comme ils sont tous épargnés... (...) »

Le « je ne suis pas raciste, mais... » qui paraît déjà caricatural ne s'arrête pas là. Qu'est-ce qui l'en empêcherait ? Qui l'en empêcherait ? Pas l'élue du Printemps marseillais présente et qui [expliquera](#) son silence par le fait que « c'était [sa] première réunion » dans ce cénacle.

« En plus, que des melons, que des Arabes. Pas un blond, un blanc, un qui est bien comme il faut. Que des Arabes ! »

Le vice-président (LR) « Mer, Littoral, Cycle de l'eau » de la Métropole intervient : « Tu stigmatises. » Il faut entendre son détachement : « tu sti-gma-ti-ses », s'efforçant de citer un terme qu'il lui était étranger, comme pris à l'ennemi. La force de l'ironie raciste, celle d'un blanc bien comme il faut. L'assistance ne s'y trompe pas. Elle rit, presque surprise, ravie du bon mot. Elle encourage l'orateur :

« Non, je m'en fous. Je te dis ce que je pense. De toute façon, je te le dis franchement, le jour où il va falloir que les Français, ils réagissent et qu'il faut s'armer, je serai le premier à aller faire de la ratonnade, hein ».

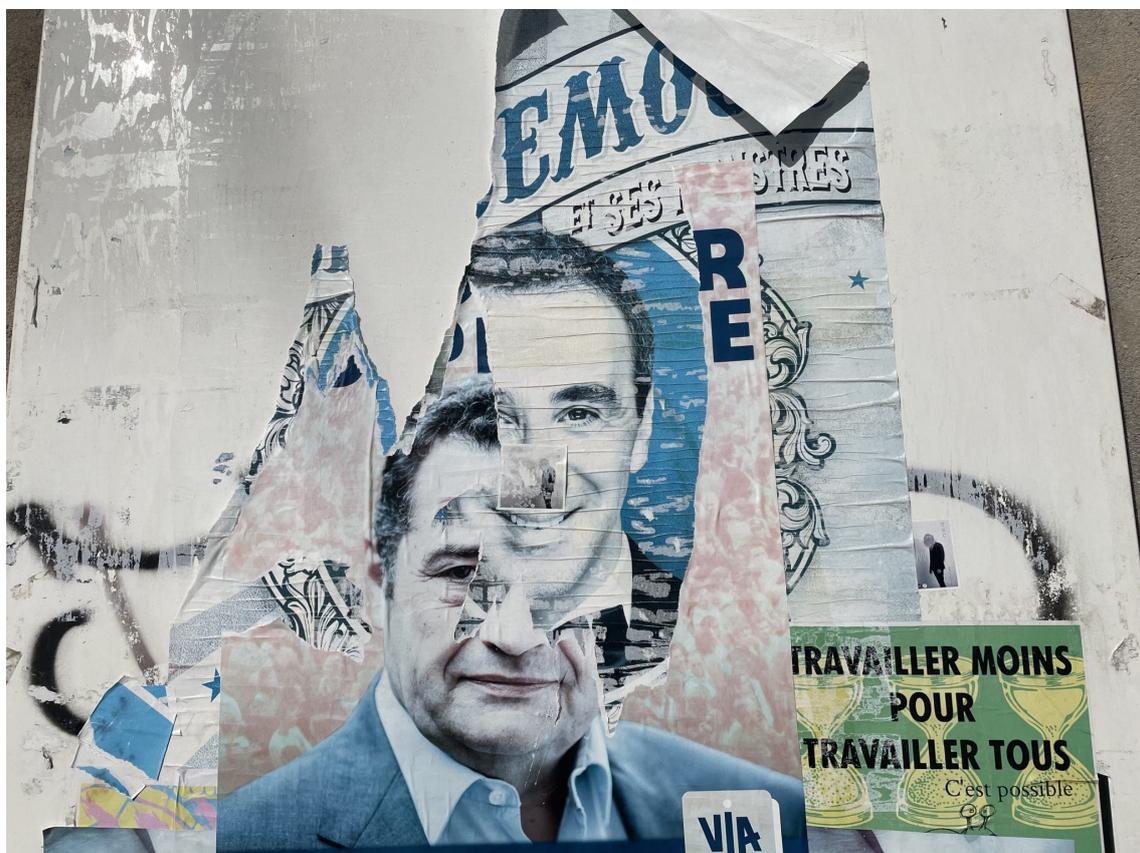
On entend plus discrètement le rire. Et quelqu'un : « de toute façon, ça ne peut plus continuer comme ça ». L'incitation au meurtre raciste dans une ville qui a ? Non : plutôt les « faits » générateurs.

Des commentaires accompagnant l'article sur *Marsactu* aux [déclarations d'une députée de la majorité](#) le sug-

gèrent : « oui, il y va fort, mais quand même... » « La race tue deux fois » écrit la sociologue Rachida Brahim : par le crime raciste, puis par le déni d'Etat. Dans une réunion du conseil portuaire de la Pointe Rouge, ce déni aura pris la forme lâche du silence et sournoise et franchement dégueulasse du rire.

Élections, qui comprend quoi ?

le 10 Mai 2021



***Cette semaine,
les confusions autour des alliances
en vue des prochaines élections territoriales***

Autant le reconnaître d'emblée, on n'y comprend rien. Régionales, Départementales, gauche, droite, investis, soutenus... La confusion n'encourage pas à creuser mais à les laisser à *leurs affaires*. Car *eux* savent parfaitement ce qu'il en est. C'est même à cela que l'on reconnaît l'existence de la classe politique, qui combine, avec un certain panache, le « pour soi » et l'entre soi des puissants. On sent venir d'ici le procès en démagogie qui reproche ce « tous les mêmes, tous pourris » implicite.

Un procès instruit par les derniers partisans de la démocratie représentative, mais aussi par les militants associatifs qui, dans les quartiers populaires, combattent sans relâche l'abstention en poursuivant cet axiome : « si tu ne t'intéresses pas à la politique, la politique s'intéressera à toi (et à ton grand péril) ».

Et pourtant, avant de pouvoir s'intéresser aux scrutins territoriaux du printemps encore faut-il y comprendre quelque chose.

Or que voit-on ? Des Régionales, sortie du brouillard, une alliance entre la droite néo-sarkoziste et la majorité présidentielle – dont plus personne ne s'aventure à lui trouver un contour idéologique. Ainsi, la candidature de la membre du gouvernement est « débranchée ». Ainsi, les caciques nationaux de la droite qui ferrailent toute la journée contre l'exécutif s'étouffent. On demande des comptes à l'imprudent. On lui retire l'investiture. Certains réclament l'exclusion.

L'imprudent recule, bien entendu. La candidature gouvernementale sera rebootée. Là, des militants dégoûtés. Ici, des barons qui voulaient partir en profitent pour claquer la porte. Un an avant l'élection présidentielle, ils appelleront cela : « clarification ».

A gauche, c'est pareil en pire. Ceux qui soupiraient « citizen washing » face au Printemps marseillais et sa société civile sont désormais rejoints par Mad Mars elle-même, vertement éconduite par des écologistes.

On relèvera, pour ce qui nous concerne, des logiques d'appareils entre espaces locaux et nationaux de la compétition politique qui n'ont jamais paru autant déconnectés et en contradiction. Et à propos des [départementales](#), c'est une autre forme de clarification. Et si le périmètre de [l'union des gauches](#) paraît plus large que celui des Régionales, c'est sans collectif citoyens, donc, ni tête de liste – pour l'instant- ni LFI – pour toujours. Et le RN s'impatiente.

Certains espéraient avec Macron assister à une recomposition/refondation de la politique ; on est finalement face à un mouvement d'implosion / dislocation de ce qu'il en reste. Mais en attendant, on vote les 20 et 27 juin prochain.

Les quartiers populaires veulent avoir leur Part

le 17 Mai 2021



***Cette semaine,
la création d'une « Société Citoyenne Immobilière »
poursuivant, à travers l'Après-M, la lutte syndicale au
MacDonald de Saint-Barthélémy***

On aurait pu parler du RN en tête dans les sondages des Régionales ou de la constitution des binômes des Départementales. Et bien non.

Après être devenue durant la crise sanitaire une [plateforme solidaire](#) et distribué plus de 100 000 colis alimentaires, la lutte du MacDo de Saint-Barthélémy ne cesse de se prolonger.

Elle se [transforme en « société citoyenne immobilière »](#), client d'œil anticapitaliste à la société civile immobilière – structure juridique qui permet à plusieurs personnes d'être propriétaires d'un bien immobilier. L'enjeu est que cette SCI « La Part du Peuple » acquiert les murs et les loue gracieusement à la Société coopérative d'intérêt collectif « Après-M » qui pourra poursuivre ses activités de restauration solidaire. Au-delà, ce qui est en jeu, c'est la pérennisation d'une initiative qui marque l'histoire du mouvement social dans les quartiers nord, et en creux, les insuffisances des politiques publiques. À l'origine, le combat des salarié·e·s de la *world company* pour l'amélioration des conditions de travail, puis pour la survie du restaurant devenu un lieu de sociabilité et d'entraide central dans le quartier qui aboutit à la réquisition des lieux, suite à son placement en [liquidation judiciaire en décembre 2019](#).

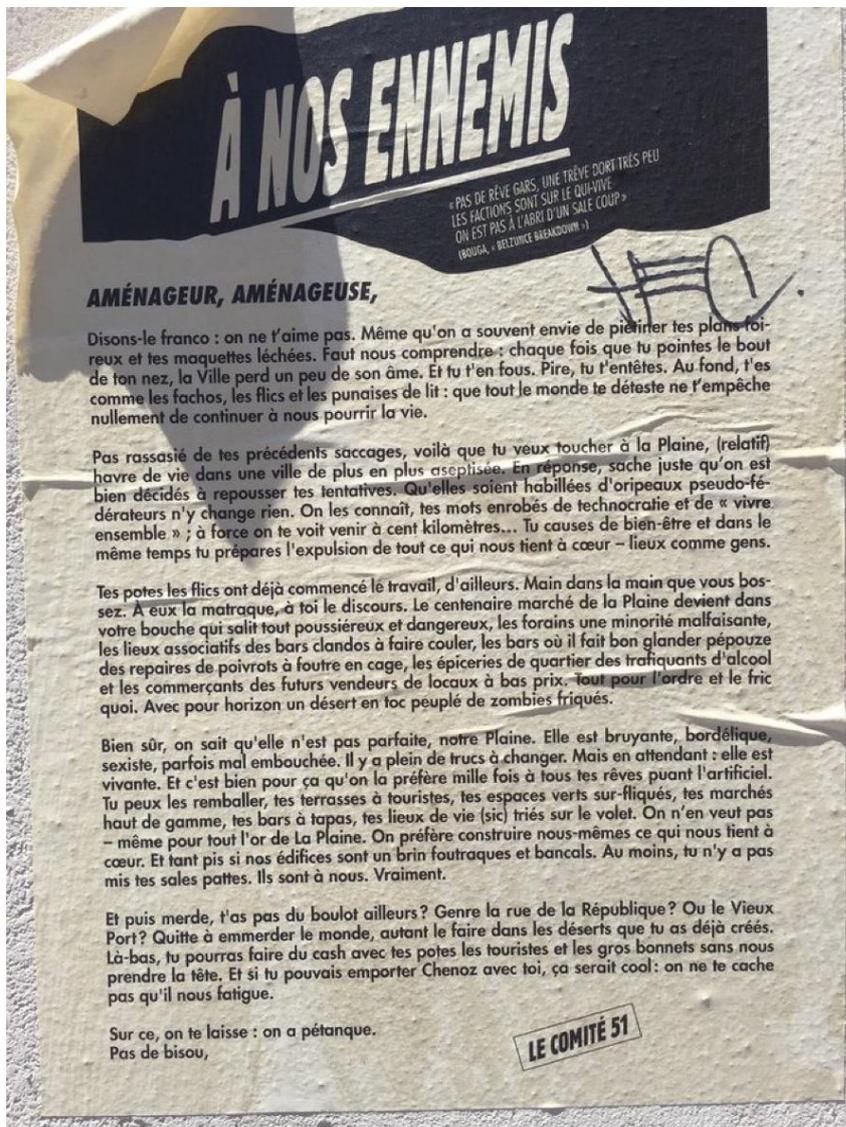
77 emplois avaient été supprimés, l'objectif de la Part du Peuple est d'en salarier au moins la moitié dans un premier temps. Plus loin dans l'histoire, il faudra articuler ces mobilisations aux luttes plus anciennes, à commencer par la Marche pour l'égalité et contre le racisme partie de la Cayolle en octobre 1983. Sans négliger ce qui a animé l'entre, repenser qu'en 2013 tout le monde ne faisait pas la fête sur le J4. L'éphémère Collectif du 1er-juin créé suite à la recrudescence des règlements de compte et aux violences policières ainsi que les associations qui l'ont lancé, avant de suivre chacune leurs routes.

Contrairement à ce que la gauche aime se raconter, si ces espaces et leurs habitants ont tourné le dos à la politique, c'est surtout un dimanche de mai tous les 5 ans. L'abstention massive ne masque plus l'ébullition politique qui y règne.

Cette histoire ne pourra occulter non plus les réseaux clientélares qui y sont ancrés, ni les trajectoires complexes de certains militants associatifs parfois recrutés sur des listes, souvent instrumentalisés par les partis. Cette semaine, les sondages continueront à être publiés et la menace d'une Région entre les mains d'un admirateur de Bachar Al-Assad se fera plus précise. En attendant, la Part du peuple se cherche 50 000 adhérents – tarif unique d'adhésion fixée à 25 euros.

Soleam contre tous

le 24 Mai 2021



Cette semaine, la société locale d'équipement et d'aménagement de Marseille dans la tourmente.

Symbole de la politique de montée en gamme ou appelée à devenir le [Vietnam des aménageurs](#), la rénovation de la place Jean-Jaurès, [finalement achevée](#), a surtout propulsé la Société locale d'équipement et d'aménagement de Marseille (Soleam) sous le feu des critiques.

Un cas rare de politisation d'un outil technique des politiques urbaines.

Pour rappel, la Soleam est sollicitée par ses actionnaires – essentiellement la Métropole – pour mettre en œuvre des travaux ou des concessions d'aménagement. Le mois dernier, la Chambre régionale des comptes (CRC) prenait un relais inattendu aux « [fumeurs de chichon](#) » de la ZAD de la Plaine. Dans un [rapport au vitiol](#), le gendarme financier des collectivités locales pointait les retards, les bouleversements de programme, l'absence de « réelle vision stratégique à moyen terme », l'écart entre ambitions initiales et réalisations, le poids d'« inutiles coûts de gestion » et résumait l'échec de l'opération Grand centre-ville par ce sidérant ratio : « sur les 1 500 logements nouveaux prévus, 31 ont été réalisés ». Sur la Plaine, la Cour est pudique pour ne pas dire taquine : « d'autres opérations, non prévues initialement, telles que la déqualification de la place Jean-Jaurès, se sont déroulées dans des conditions chaotiques ». Par ailleurs, la CRC s'interroge sur la survie de la Soleam, depuis la création de la [Société publique locale d'aménagement d'intérêt national](#) en réponse à la crise de l'habitat indigne. Enfin, fidèle à son rôle de garant de l'orthodoxie libérale, la Chambre appelait à une dépolitisation de l'outil sous forme d'une privatisation. C'est bien évidemment le contraire de ce qui se passe.

Le président (LR) du « [bras cassé](#) » de l'aménagement avait [réagi aussitôt](#) en demandant un audit financier et [en tapant sur la municipalité](#).

Cette semaine, [une quinzaine d'associations appelle](#) le maire et le préfet à « refondre la gouvernance de la société d'aménagement », en clair à la dissoudre. Sur [l'Agora](#), l'ancien directeur de programmes [repenti](#) de la Soleam (2006-2014) désormais militant d'un Centre-ville pour Tous est revenu sur l'histoire de la société et ses impasses et exprime la volonté de remplacer une forme de politisation « politicienne » par une autre qui reposerait sur un contrôle démocratique de l'action publique et une « réappropriation » citoyenne de l'aménagement. Avec la perte de sa propriété techniciste, l'outil d'aménagement se trouve soudain privé de ressources de dépolitisation, le laissant exposé aux quatre vents des critiques. Des magistrats financiers aux ZADistes, tout le monde déteste la Soleam.

Passer entre

le 31 Mai 2021



***Cette semaine,
les rapports de force à 3 semaines
du 1er tour des régionales***

Trois semaines nous séparent des [élections régionales](#). Équipes de campagnes et médias ont les yeux rivés sur la semaine d'entre-deux-tours. Pour le premier tour, les jeux sont faits ou presque. [Les sondages](#) placent la liste du Rassemblement national (RN) menée par l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy, Thierry Mariani, largement devant ses concurrentes : 43 % contre 33 % à la liste du Président de la Région sortant, Renaud Muselier, investie par Les Républicains (LR).

Celle de gauche (EELV, PS, PCF et satellites) conduite par l'écologiste Laurent Felizia ne recueillerait que 12 % des voix lui permettant tout de même de se maintenir au second tour.

En 2015, la configuration était proche. [Au premier tour](#), le FN (Maréchal) pointait à 40,6 %, LR (Estrosi) à 26,5 % et le PS (Castaner) à 16,6 %. Ce dernier avait fait le choix du « [sacrifice](#) » en se retirant afin de « faire barrage républicain ». Christian Estrosi s'était présenté en figure de la « résistance » pour [l'emporter](#) avec 54,8 %. Un mandat plus tard, les sondages placent RN et LR au coude à coude pour un éventuel duel de second tour ; et prévoient une victoire de Mariani (45 %-37 %) en cas de maintien de la coalition de gauche (18 %). L'issue de ces tractations sera décisive ; signe qu'en dépit de l'apparente stabilité des rapports de force, la configuration n'a plus rien à voir.

La séquence de constitution des listes s'est d'abord traduite par une cacophonie tout azimut : à droite, la contestation de [l'attelage LR-REM](#) ; à gauche, [l'union sans](#) les Insoumis ni les mouvements citoyens. Et puis, question programme, c'est simple : personne n'a parlé de rien. Du développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région, de l'accès au logement et de l'amélioration de l'habitat, de la politique de la ville et de la rénovation urbaine, des politiques d'éducation, d'égalité des territoires, de promotion des langues régionales.... De tout cela, on n'aura rien entendu.

Le favori n'aura évoqué qu'une question, rare domaine d'action publique absente de la liste des compétences inscrites à [l'article L4221-1 du code des collectivités territoriales](#) : la sécurité. Agents de sécurité dans les lycées, les TER et partout ailleurs.

Enfin, quelle sera l'attitude de la [coalition de gauche](#) ? Interrogé sur ce point par [La Provence](#) samedi, Jean-Laurent Félizia rappelle 2015 : « le fait d'avoir disparu des radars en n'ayant aucun élu montre combien notre électorat l'a mal vécu. Ils se sont sentis cocus ». 6 ans plus tard, soulignant la porosité entre les droites, il semble promettre la fidélité. Reste à savoir à qui.

Pas de scrutin de liste ici, mais une [configuration](#) qui s'apparente aux élections législatives ou présidentielles, à ceci près que des binômes paritaires se soumettent au suffrage. C'est donc 29 mini-scrutins qui auront lieu dans le département pour 58 élu·e·s et une majorité absolue fixée à 15 cantons (30 conseiller·e·s). Martine Vassal, la présidente sortante, qui dispose de 33 sièges, remet son mandat en jeu. Paradoxe ordinaire de la démocratie locale : détenant les clés de la puissante métropole, son cumul permet à la grande battue des dernières municipales de dominer sur un large pan de l'action publique territoriale.

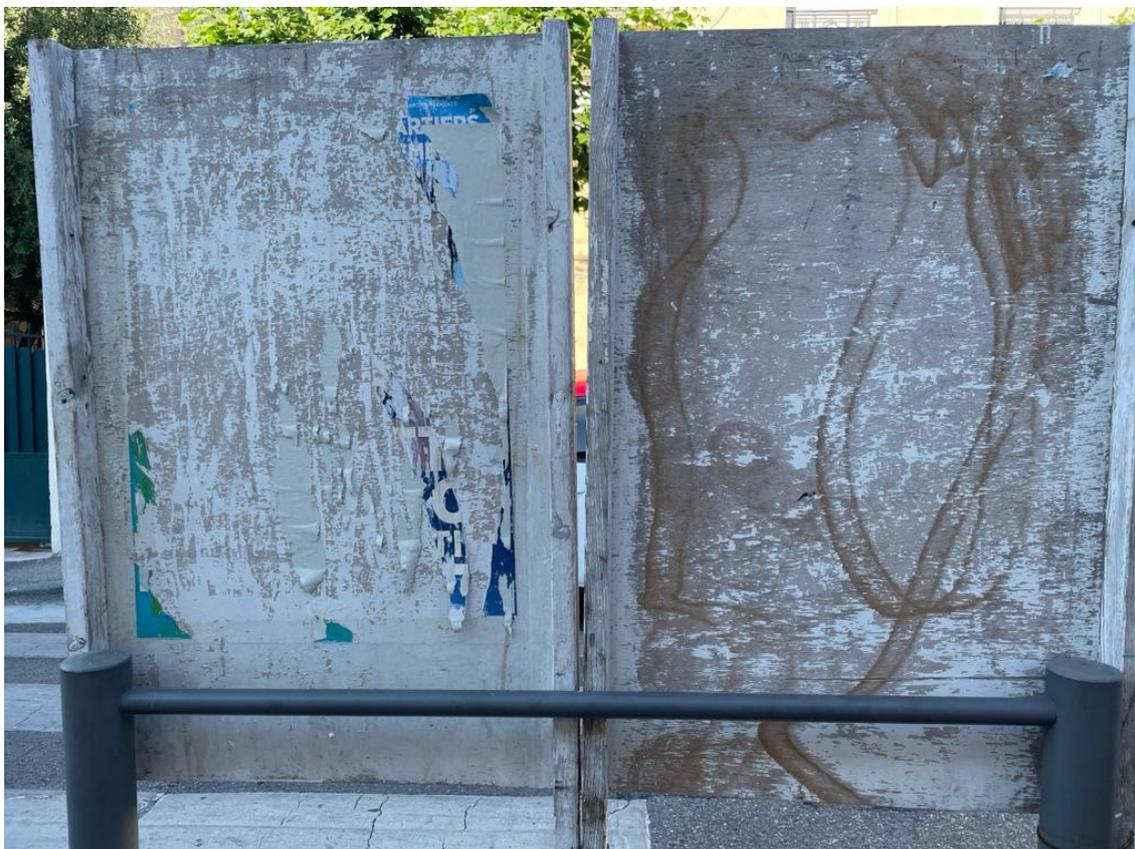
[Soutenue par la droite au-delà de la droite, elle devra faire face](#) à une gauche, débarrassée de Guérini, et plus unie qu'il y a 6 ans, puisque regroupant PCF, EELV et PS, mais sans chef·fe de file désigné·e. Le Rassemblement national aura plus fort à faire qu'aux Régionales tandis que LFI confirmera qu'un mouvement gazeux est plus efficace pour préparer une présidentielle que pour remporter des scrutins locaux. [Quant à LREM, elle est réduite à la portion congrue](#) et tentera de faire moins pire que prévu (les attentes sont modestes).

Les élections se suivent et se ressemblent : on n'y parle un peu de tout, pas mal de rien et surtout pas de programme. Ces derniers ne sont pas dévoilés à ce jour et les discours portent rarement sur les compétences (ici, les affaires sociales), mais plus volontiers sur l'immigration et la sécurité.

On voit (un peu) davantage [Martine Vassal déambuler dans les villes et villages de Provence](#) pour manifester sa politique des « aides aux communes » (150 M€ distribués chaque année pour financer les projets des maires). Suffisant pour conserver la présidence du département ? En l'absence de sondage, on navigue à l'aveugle. Une victoire de la gauche bouleverserait l'équilibre politique territorial. La droite se replierait sur la Métropole tandis que la mairie de Marseille disposerait d'un puissant allié. Et si ces départementales négligées détenaient finalement la clé de la recomposition durable du champ politique marseillais ?

Elections territoriales : quels enjeux pour le Printemps marseillais ?

le 14 Juin 2021



***Cette semaine,
les conséquences des élections départementales
et régionales sur la nouvelle majorité municipale***

On élit cette semaine les conseillers [départementaux](#) et [régionaux](#). Alors que les forces de gauche se présentent distancées et en ordre dispersé, quels sont les enjeux pour la majorité municipale à Marseille, à la fois dans ses relations avec les autres pouvoirs territoriaux et en ce qui concerne sa dynamique interne ?

La coalition de partis de gauche et de la « société civile » avait d'abord envisagé un [Printemps du Sud](#), en renouvelant l'association entre partis (PC, PS et satellites, ainsi qu'EELV) et représentants associatifs. Ce rêve a été partiellement exaucé à l'exception de l'absence notable des collectifs malgré la [candidature à la candidature](#) de la cheville ouvrière du Printemps, la présidente de *Mad Mard*, Olivia Fortin. En cause, un retour aux réflexes d'appareils dans les négociations qui rabattent le Printemps sur son périmètre de coalition de chefs de partis. Le Printemps sera timide aux Régionales même si la liste dirigée par Jean-Laurent Félizia, dont le siège de campagne est l'ancien QG du Printemps marseillais, rassemble les composantes partisans du nouveau pouvoir municipal.

Dominée par les [questions sécuritaires](#) et le duel Muselier / Mariani, la campagne [n'a cependant pas permis à cette liste d'exister](#) et devrait être distancée dimanche. Si on comprend les signes adressées par son chef de file, elle devrait être présente au second tour afin de siéger dans l'hémicycle après un mandat d'absence, quitte à ce qu'il soit dirigé par le RN. Avec des conséquences qu'on peine à mesurer pour la ville.

Le Printemps Marseillais abordait avec plus d'optimisme l'échéance départementale. Un an après la victoire sur Martine Vassal, il considérait le bateau bleu prenable. Une alternance à la tête du conseil départemental permettrait de desserrer l'étau pour un pouvoir municipal pris entre le marteau des compétences métropolitaines et l'enclume de la [machine financière](#) détenue par le département.

Une prise permettrait par ailleurs de disposer d'une main gauche pour la mise en oeuvre des politiques sanitaires et sociales. Il sera temps ensuite de régler les [tensions entre appareils](#) et les [soutiens de revers](#). C'est ainsi qu'on retrouve la présence de plusieurs élu·e·s du Printemps issus du PS sur la ligne de départ, Benoit Payan en tête, et plus largement celle des chefs de partis, loin de la sève du Printemps dernier. À ce sujet, le curieux silence sur le·a chef·fe de file serait-il le reflet d'une indécision liée aux luttes internes ou le prolongement de la volonté d'incarner un collectif ? Une autre question pour le Printemps à partir de lundi prochain.

Régionales : les votes des abstentionnistes et les pressions d'appareils

le 21 Juin 2021



*Cette semaine,
le premier tour des élections régionales*

Certains, pas très nombreux, ont voté et pourtant, ce n'était pas simple. À l'issue d'une campagne où combinaisons partisans l'ont disputé à la surenchère sécuritaire, les bureaux de vote étaient désertés, non seulement par les électeurs, mais aussi par les présidents et les assesseurs et une partie du matériel électoral. [Bref le oai.](#) On restera ici sur les Régionales. On reviendra sur les Départementales plus tard si vous le voulez bien.

Et d'abord, ce chiffre : 66 % d'abstention, le même qu'au niveau national, contre « seulement » 48 % en 2015. Effet de campagne, de la pagaille organisationnelle ou dans la lignée historique de la démobilisation électorale, cette faiblesse dans la participation surprend par la mollesse de la réaction du personnel politique qui continue d'entonner *business as usual* sur l'air de *plus près de toi mon dieu*. Les résultats sont accueillis avec surprise. Semblant bénéficier d'une prime au sortant, la liste de R. Muselier (LR) est au coude-à-coude avec celle de T. Mariani (RN) alors que les sondages lui prédisaient 10 pts de retard. S'il reste en tête, le RN accuse une perte importante par rapport à 2015. Dans son discours, sa tête de liste secoue vertement les abstentionnistes, appelant quasiment au sursaut et sous-entendant un troublant « moi ou le chaos ».

Les regards se tournent vers la liste de gauche qui réalise 15 %, dans l'étiage des sondages. Se maintiendra, se maintiendra pas ? On assiste, toute la soirée, à un décalage hallucinant entre les [pressions des appareils nationaux](#) et l'appréciation des enjeux par les équipes locales. Le secrétaire national du PS s'exprime aussitôt pour le retrait qui signifierait l'absence de la gauche dans l'hémicycle pour un deuxième mandat successif. Après un bref suspense, cette hypothèse est refusée par la tête de liste écologiste J-L Félicia, confirmant les signaux émis durant la campagne. « *Les citoyens de gauche attendent autre chose que l'effacement de leurs idées* » estime-t-il dans son discours au soulagement de ses militants. La même réaction que celle de C. Castaner, chef de file socialiste, le soir du 1er tour en 2015. Il avait finalement cédé le lendemain aux exigences du front républicain.

Ces demandes, cette fois, n'ont pas attendu si longtemps. Les appareils socialistes et écologistes sont unanimes sur les plateaux nationaux pour exiger un retrait de Félizia non plus au nom du front républicain, mais du « risque RN ». On devine les pressions fortes d'ici au dépôt de la liste, mardi. Il faudra en passer par là avant de partir, comme les autres, à la chasse aux abstentionnistes.

Régionales : élus sans électeurs, quelle victoire pour les gagnants ?

le 28 Juin 2021



*Cette semaine,
le second tour des élections régionales*

Les abstentionnistes se sont à nouveau abstenus. Entre les deux tours de ces élections régionales, la participation n'aura « bondi » que de 4 points (38 contre 34).

R. Muselier (LR) aura réalisé sa petite remontanda [en l'important finalement](#) assez confortablement dans son duel avec T. Mariani (RN) : 57,3/42,7, soit un peu plus de 20 % des inscrits. Il avait un peu plus de 50 000 voix à rattraper et il le devance de près de 150 000 voix.

Mais quel décalage entre ces scores de légitimation faméliques et la mise en scène si peu sobrement « étoffe des héros » de l'arrivée du Président-élu et son aréopage de soutiens et de militants survoltés. On s'attendait presque à un craquage de fumigène. Décalage aussi avec ce discours de victoire où après avoir pris soin de remercier J-L Félizia, J-M Governatory, B. Tapie, N. Sarkozy, Y. Arthus Bertrand, Y. Jadot et C. Jacob (dans l'ordre d'apparition, liste exhaustive), il rend hommage « aux élus, parlementaires, représentants du monde de la culture, du monde économique, de la société civile dans son ensemble, comme à tous les courageux anonymes qui ont rendu cet appel *massif* ». *Je souligne* : massif ?! Et en conclusion : « Je veux m'adresser à nos 5 millions de concitoyens : vous vous êtes déplacés pour voter aujourd'hui (*sic*), mais votre tâche n'est pas terminée ».

Bien sûr, R. Muselier n'est pas le seul à faire comme si. Sur les plateaux télés et face aux micros tendus, on se félicite et / ou on se projète vers la mère des batailles, la Présidentielle, chacun avec ses calculs et ses projections. Bien sûr, rien n'est plus délicat que d'étudier l'abstention, que les luttes d'interprétation feront encore rage cette semaine et qu'il faudra plus que jamais séparer le farfelu du [stimulant](#).

Il sera alors temps de discuter du « front républicain ». Et d'abord, du réflexe des uns pour sauver l'essentiel. Selon les estimations, R. Muselier aurait emporté 620 000 voix environ soit l'addition de son score du premier tour (360 000), avec celui de la liste conduite par J-L Félizia (195 000) et de J-M Governatori (61 000). De là à conclure, qu'il a réalisé le plein de voix chez ces électeurs de gauche, évidemment non. Électeurs ou abstentionnistes de second tour, nombreux seront frustrés devant ce futur hémicycle qui ressemblera à s'y méprendre au précédent dans une configuration politique pourtant chamboulée. Droite face à l'extrême droite et toujours en l'absence de représentants des gauches et des écologistes. 6 ans de plus pour un total de 12, série en cours, car cette absence pèsera encore plus lourd en 2027. Y aura-t-il encore des électeurs pour voir cela ?

L'État en Grand

le 6 Sep 2021



(Photo : Patrick Gherdoussi / Libération)

***Cette semaine,
la visite de 3 jours du Président de la République
ponctuée par le dévoilement de son plan « Marseille
en Grand ».***

« Marseille est de retour » souriait Benoît Payan à la sortie du discours fleuve du Président de la République au Pharo rendu clair-obscur par le passage d'une averse. Comme une allégorie (de quoi ?), celle-ci a coupé la sono, contraint les enfants du premier rang à se réfugier et les journalistes du dernier rang à se planquer sous la table. « Marseille de retour », vraiment ? C'est plutôt l'État qui est revenu et le fait savoir.

Sur les séquences de la visite, d'abord, et les « urgences » pointées par les annonces présidentielles, ensuite, les édiles ont été tancées et les pouvoirs locaux fustigés. Le milliard attendu est à peine atteint et demeure loin des besoins évalués.

En ce qui concerne la sécurité, le Président de la République a sans surprise fermé la porte au débat sur la dépénalisation du cannabis pourtant réclamé par une partie de la majorité. Et alors que cette dernière avait inscrite dans son programme le [moratoire sur la vidéo-surveillance](#), Emmanuel Macron a annoncé le financement de 50 caméras dans les quartiers Nord. Une pierre dans le jardin du Printemps marseillais qui ne rassurera pas davantage les policiers (la ville compte près de 1 500 caméras sans que leur efficacité soit à ce jour démontrée). Le paradoxe de ce discours est que, malgré son caractère fleuve, chacun a retenu les silences et les absences : sur les écoles ? du réchauffé ; sur le logement et la lutte contre l'habitat indigne ? rien ou si peu ; sur les transports ? idem ; sur la transition écologique ? nada. De longs développements en revanche sur la culture à travers l'industrie cinématographique local ou le « rêve méditerranéen » saupoudrés d'envolées sur le « laboratoire » marseillais qui servira d'expérimentation à la reconquête électorale et néolibérale du pays – à travers l'autonomie des écoles ou l'accent mis sur l'entrepreneuriat dans les quartiers populaires. L'accent mis sur la volonté d'accélérer paraît même lunaire quand le diagnostic partagé reste que tout est à inventer et surtout pas ce qui a été fait.

On pourrait poursuivre la litanie des mesures annoncées et des financements promis, mais au final, comme le relève *Marsactu*, c'est surtout Marseille qui est placée « [sous surveillance](#) ». Si Martine Vassal en prend pour son grade, ce sont les « chicayas locaux » qui sont mis à l'index par un chef de l'Etat, faussement bienveillant et carrément paternaliste, quand il promet de revenir pour vérifier que les engagements qu'il a pris seront tenus par ceux à qui il s'adressent. Une drôle de conception d'un Marseille en Grand, une certaine idée d'un retour de l'Etat.



Cette semaine, la construction de la ville en « laboratoire » des politiques publiques.

« (...) au fond et c'est l'esprit de l'ambition que je veux vous proposer à chaque fois, faire plus, innover et faire de Marseille un laboratoire et le faire avec des exigences, c'est-à-dire un contrat de confiance où chacun fait sa part ».

Marseille laboratoire. Reprise ici dans [le discours du Pharo](#) du Président de la République, l'idée n'est pas neuve et l'épithète non plus pour qualifier la ville. Que recouvre-t-elle ?

La métaphore indique un « local » d'expérimentation, d'analyse et de recherches scientifique. À l'origine, la laboratoire désignait cette « partie d'un fourneau à réverbère où l'on met la matière sur laquelle doit agir le combustible ». L'étymologie du terme est plus connu : venant de *Laborare*, travailler, il partage sa racine avec le verbe « labourer ». Dans son versant urbain, on trouve donc Marseille laboratoire. Un lieu d'expérimentation et d'innovation destiné à influencer la France – de ses politiques publiques à son « vivre ensemble » – quand bien même les évaluations sont rares.

L'histoire du couple MarsLab serait sans doute à faire. Depuis quand la ville est-elle devenue le terrain de jeu des expérimentations d'État ? Pourquoi est-ce elle, *et pas une autre*, qui est considérée comme le miroir dans lequel se reflète, en gros ou en petit, mais toujours déformant, le territoire national ? C'est à partir de la métaphore du laboratoire que se déploie le récit des maux (ou des défis, c'est selon) du pays : inégalités, pauvreté, risques environnementaux, transports, logements... Marseille, c'est la France en petit ou son doppelgänger. Mais tandis que ce discours côtoie celui de l'irréductible singularité marseillaise, on ne peut que s'étonner de voir cette ville, présentée comme *extra-ordinaire*, être dans le même temps désignée laboratoire de la Nation.

En 1996, l'économiste César Centi publiait son « [Laboratoire marseillais. Chemin d'intégration métropolitaine](#) » où, prenant au sérieux ce paradoxe, il envisageait les singularités du territoire pour s'interroger sur la duplication de son « modèle » de segmentation. Un quart de siècle plus tard, sa version néo-libérale teste à marche forcée une nouvelle manière d'organiser l'école. Annonces péremptoire ou réels engagements ? Il semble que l'expérimentation soit sur les rails et qu'un certain nombre d'établissements scolaires aient d'ores et déjà reçues des formulaires de pré-projet avec critères d'éligibilité, promesses de financement et deadline resserré. Un laboratoire, Marseille ? Ou une ville plongée dans un incubateur visant à accélérer sa mise sur le marché des politiques territoriales.

Les cauchemars de Vassal

le 20 Sep 2021



(Photo : Patrick Gherdoussi / Libération)

***Cette semaine,
la réforme de la Métropole sur toutes les lèvres
avant d'être sur les rails.***

Il ne manquait que Maryse Joissains et voilà l'ex-mairesse d'Aix (répétez-le très vite, excellent exercice de diction, cela sert aussi pour le croire)... L'ex-mairesse d'Aix, disais-je, a rejoint le club de plus en plus ouvert des cauchemars de Martine Vassal. Au côté d'Emmanuel Macron et de Benoit Payan, Maryse Joissains, dans une [lunaire lettre d'adieu](#), rendue publique cette semaine, enjoint la Président de la Monstropole à « respecter [ses] engagements » : « Je te demande *une dernière fois* (ndla, je souligne la menace) de respecter ce pourquoi tu as été élue. ».

Quel engagement ? : « ne pas diminuer la part de retour de compensation que les présidents de territoire ont toujours accordé aux mairies. » L'enjeu de la réforme de la métropole est posé. Exigée par le Président de la République, réclamée par la majorité municipale marseillaise, elle est crainte par le Pays aixois qui risque de perdre ce qu'il avait obtenu avec la loi Maptam : une métropole confédérale à l'abri de l'impérialisme marseillais., mais qui « passe beaucoup trop de temps à redistribuer, qui a gardé la complexité d'avant, et qui (...) a du mal à porter les projets d'intérêt métropolitain » pour reprendre l'historique diatribe du Pharo lancée par le chef de l'Etat.

Martine Vassal est prise au piège d'une tenaille métropolitaine : d'un côté, cette injonction à réformer dans le sens d'une plus forte intégration, de l'autre, les [menaces des maires qui ont l'intention de ne rien lâcher](#). Contrainte d'être à l'initiative, Martine Vassal a adressé un courrier, [indique La Provence](#), aux 92 maires pour les interroger sur trois points : le maintien des conseils de territoire, la remunicipalisation des compétences de proximité et la préservation des attributions de compensation. C'est forte d'un quitus sur ces trois points qu'elle envisagerait ensuite d'aller voir le Président pour entamer le bras de fer.

Celui-ci débouchera-t-il sur une réforme de la Métropole ? [Rien n'est moins sûr](#). [Marsactu](#) rappelle que son sort a été examiné durant l'été par le Sénat au cours d'un débat relatif à la loi 3Ds. Un amendement gouvernemental a même failli remodelé en profondeur les calculs des fameuses attributions de compensation.

Voilà qui explique le courroux de Maryse Joissains. Mère des batailles, le système de péréquation avantageux pour les maires des petites communes est dans le collimateur de l'État. Retoqué au Sénat, il sera remis sur le métier à l'Assemblée. Avant la fin de la mandature ? La course contre la montre est engagée... Tic tac tic tac. Cauchemar de Martine Vassal ou réveil de la métropole ?

Maryse Joissains : un bilan anti-métropolitain en héritage

le 27 Sep 2021



Cette semaine, la construction métropolitaine aixo-marseillaise perd sa meilleure ennemie.

Entre ennui judiciaire et santé déclinante, Maryse Joissains-Massini tire sa révérence. Dans un curieux parallèle avec le *switch* marseillais, elle [cède sa place à l'une de ses adjointes, sa fille](#), qui accède à la fonction sans avoir été élue. Chacun tirera son [bilan](#) en matière de développement et d'aménagement, mais elle restera aussi dans l'histoire comme la figure de proue de l'opposition à l'intégration métropolitaine.

Elle devient maire deux ans après le vote de la loi Chevènement relative au renforcement de la coopération intercommunale alors que les Bouches-du-Rhône consti-

tuent un territoire balkanisé en la matière. Les facteurs historiques sont connus : un découplage économique entre Marseille en perte de vitesse depuis les années 70 et son arrière-pays dynamique ; une opposition politique entre maires communistes et Gaston Defferre. Ainsi le territoire sera-t-il composé de six structures de coopération intercommunale autour d'Arles, d'Istres, de Salon-de-Provence, d'Aubagne, de Marseille et d'Aix. Significativement, cette dernière prend le nom de « Pays » qui renvoie à une catégorie administrative hybride consacré dans les lois Pasqua (1995), puis Voynet (1999), brandie par certains territoires comme une revanche contre un fait métropolitain alors balbutiant.

C'est sous la présidence Hollande qu'elle devient l'héroïne du combat anti-métropolitain, menant [de son propre aveu une « guerre totale »](#). Elle multiplie les saillies contre les projets de loi Notre (2014) et Maptam (2015) jugées coupables d'organiser la mise en place d'une insupportable « monstropole ». Marseille dans la bouche de Maryse, c'est la métropole qu'elle assassine. Ne masquant pas son mépris contre ses élus accusés de mauvaise gestion et d'incurie, ni sa détestation des quartiers populaires, stigmatisés avec la pointe xénophobe qui a toujours sied à son électorat ayant fait son droit mais pas le deuil de l'Algérie française. [Son courrier d'adieu à Martine Vassal](#) constitue son codicille politique dont la réelle destinataire est son héritière, la nouvelle maire d'Aix appelée à reprendre le flambeau anti-métropolitain de sa mère. Dans sa première déclaration, elle a ainsi indiqué vouloir conservé son mandat de conseillère régionale « une merveilleuse construction, à la différence de la métropole » : le « renouveau dans la

continuité », pour reprendre sa drôle d'expression. De son côté, Maryse Joissains a décidé de conserver son mandat de présidente du conseil de territoire de pays d'Aix, et n'a pas précisé pour l'heure si elle conservait sa fonction de vice-présidente de la métropole.

La grève a-t-elle perdu son avenir ?

le 4 Oct 2021



Cette semaine, la grève et sa fin, définitive ?

La grève des éboueurs de Marseille n'est plus un maronnier, c'est le jour de la marmotte. Le ballet se joue à trois : les organisations syndicales, la Métropole, l'opinion publique locale. Chacun connaît sa partition :

« exercer un métier pénible, devoir le subir une à deux heures de plus chaque jour et perdre 3 semaines de congés par an. Comment ne pas se mettre en grève et en colère ? »

« privilégiés d'un système hérité, enfants gâtés du defferisme et de la co-gestion ».

Et les gimmicks bien qu'usés jusque'à la corde continuent de résonner : clientélisme, gâches, fini-partis.

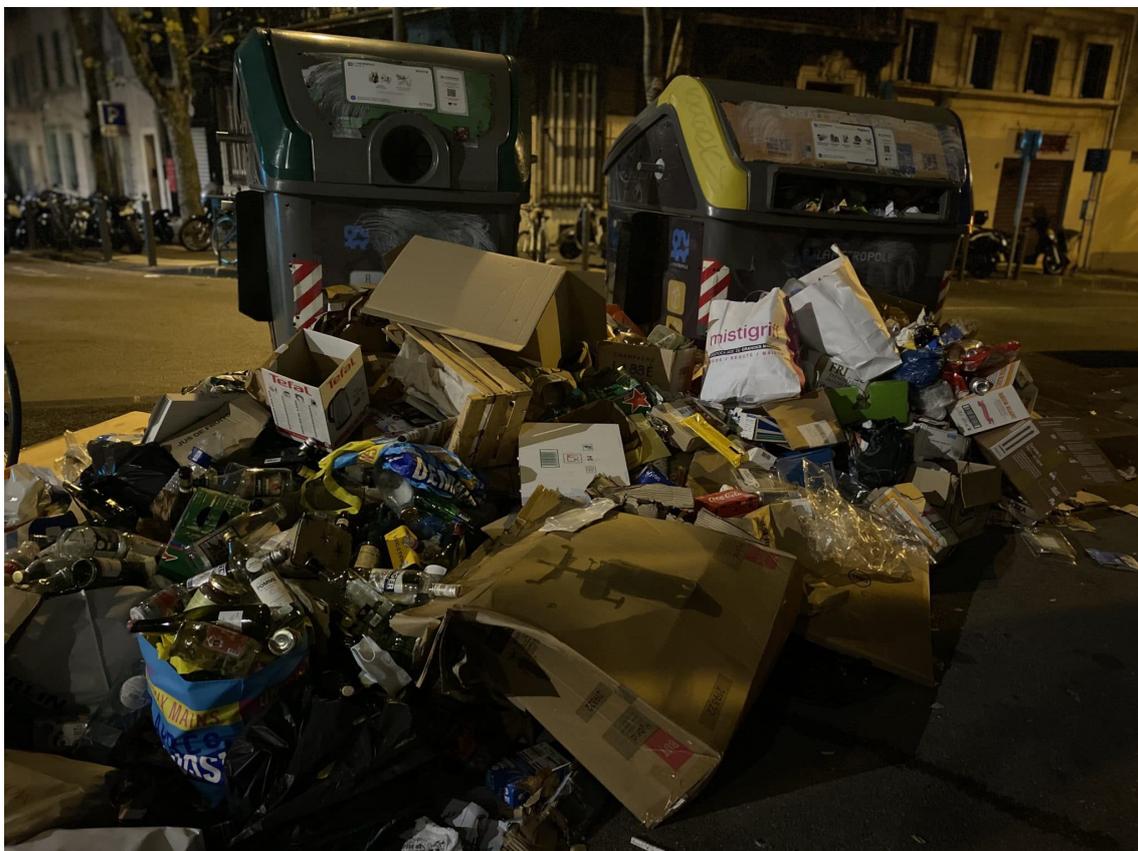
En juin dernier, Stéphanie Marteau et Gilles Rof dans [Le Monde](#) expliquaient pourquoi la gouvernance de la collecte des ordures ménagères était parvenue à un point de rupture, pour des raisons conjoncturelles (la mise en œuvre de la réforme du temps de travail) et structurelles (l'essoufflement des organisations syndicales qui cessent d'être des interlocuteurs crédibles vis-à-vis des bases et des autorités politiques). Trois mois plus tard, la grève est déclarée. Elle était annoncée depuis 10 jours et les annonces de Martine Vassal relatives à l'harmonisation du temps de travail des agents. [La bombe sociale amorcée](#), plus rien ne pouvait l'arrêter.. La grève reconductible s'annonçait longue, d'une « ampleur inédite » s'avançaient certains, et déjà les immondices s'entassaient alors que le « [bras de fer](#) » était à peine entamé.

Et puis, patatras. On apprenait en pleine conseil municipal qu'un [accord](#) était conclu. Les agents de la propreté de la Métropole devront travailler un peu plus qu'avant mais moins que les 35 heures prévues par la loi. Faisant valoir la pénibilité de leur activité, conformément à la loi, les grévistes ont obtenu une réduction de 9,5 % de leur temps de travail – quasiment le double de la proposition initiale de la Métropole qui a fini par céder sur quasiment tous les points demandés par les syndicats. [Les détails de l'accord sont complexes](#) : monétisation des congés, compensation financière, durée de travail journalière, spécificités au sein du territoire... Pour l'heure, la CGT ne se dit pas complètement satis-

faite de l'accord au contraire de la puissante FO et du vice-roi Patrick Rué. Il faudra peut-être encore un peu de temps avant que les rues de la Métropole ne soient complètement nettoyées. Il en faudra certainement encore davantage pour tirer les enseignements de ce conflit. Sa résolution rapide marque-t-elle un tournant ? Et avec lui la fin du fini-parti, des gâches, de la co-gestion et du clientélisme ? Marseille vient-elle de perdre son gimmick détesté ?

Marseille croit-elle en ses mythes ?

le 11 Oct 2021



Cette semaine, Marseille enterre et entretient ses mythes

On pensait le momentum marseillais passé après la visite du Président de la République en septembre dernier. On avait à nouveau tort. L'actualité offre un condensé de mythes marseillais qui ont régalé les plateaux des chaînes d'infos en continu. Tapie, la grève, les chicayas. Par où commencer ?

La grève des agents de la propreté sans doute parce qu'elle n'en finit plus de ne pas finir. Certes, l'accord conclu entre FO et la Métropole devrait à terme représenter un coup d'arrêt à ce mode d'action.

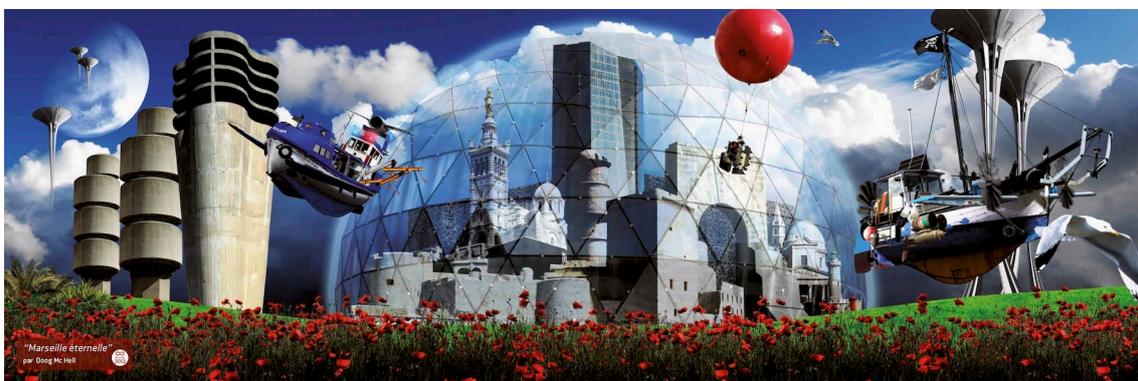
Toutefois, il n'a pas fait disparaître d'un coup les amas de poubelles dans les rues. Chacun comprend qu'il est impossible de combler en quelques jours un arrêt de travail d'une semaine. Mais surtout, la tempête de début de semaine a produit [l'image saisissante de plages dégueulant les déchets](#). La crispation sociale portant sur le calcul technique d'heures travaillées s'est soudain transformée en révélateur de la crise écologique sous le forme d'une revanche de la nature contre les destructions écocidaires.

Ce spectacle mythique a percuté l'agenda politique local pour s'inviter dans les conseils de territoire et de la métropole. Autre hasard du calendrier, la Chambre régionale des comptes rendait [un nouveau rapport accablant](#) sur la gestion du travail de la collecte des déchets et les piètres performances du territoire en matière de tri. Les débats tendus, au cours desquels Jean-Baptiste Rivoallan, le président du groupe de la majorité Vassal à la Métropole, [se vautre dans le racisme le plus crasse](#), ont alors donné l'illustration caricaturale des critiques du chef de l'État. Gouverner par les chicayas n'a jamais paru [un mythe aussi vivace](#) qu'au moment où l'exécutif entend y mettre un terme. C'est alors que la majorité municipale sort la carte du [Marseillexit](#), se saisissant de l'initiative de la réforme présidentielle pour proposer une refonte de la métropolisation, signifiant un retour à l'ère d'avant MAPTAM-NOTRe, et rejoignant curieusement les positions aixoises en faveur de pôles métropolitains d'une intercommunalité moins intégrée et plus confédérale.

Et tandis que Marseille entretenait savamment ses mythes, elle en a profité pour en enterrer un. Au cours du débat crucial au sein du conseil de Métropole, sa présidente cherche des yeux le maire de Marseille. Celui-ci vient de quitter l'hémicycle pour préparer les cérémonies d'hommage dont le premier acte a lieu au Stade vélodrome que certains réclament, *santo subito*, de le rebaptiser du nom du défunt. Pas certain que la convention de PPI ne le permette, mais qu'importe. C'est [Marseille qui dit adieu](#) à son *boss*, mégaphone et fumigène au poing. Et qui refuse d'enterrer ses mythes.

Dystopie en grand

le 18 Oct 2021



© Crédit photo : Doog Mc Hell pour Marseille 3013

***Cette semaine,
alors qu'Emmanuel Macron est de retour,
une version dystopique du plan Marseille en Grand***

Conformément [à l'engagement pris à l'issue de la visite de septembre](#), le chef de l'État était de retour. Avec un décor bien changé. Oublié les images du bain de foule de Bassens, des directs en continu ou du discours fleuve du Pharo. La visite était placée [sous le signe des échanges techniques](#) avec les élu·e·s sommé·e·s de rendre leurs copies pour préparer la mise en œuvre des promesses présidentielles.

Les défis sont immenses. [Marsactu a listé 30 mesures réparties en 6 thèmes](#) : Transports, Emploi, Culture, Éducation, Sécurité, Hôpital, Logement. Il faudra faire le tri des compétences croisées, des financements annoncés, des projets dans les cartons. Entre « l'automatisation du métro », « l'école du futur », « 500 caméras », « 10 000 logements », « la rénovation de l'hôpital »... ce plan ressemble aux dystopies de , le loufoque en moins (quoique).

Bienvenue à Marseille-En-Grand. Vous sautillez d'un métro automatisé à l'autre, de bus en bus, de Gèze à la Fourragère, de Frais-Vallon à la Pointe Rouge et de tram en tram pour y déposer vos enfants dans des micro-écoles flambants neuves où il·elle·s n'apprendront pas seulement les maths et l'occitan, mais pourront y suivre une formation militaire. De toute façon, ils n'auront pas le choix et fileront droit car la ville sera quadrillée de policiers, cèrèsissée et vidéo-surveillée tandis qu'une fois interpellé·e·s et entendu·e·s dans de luxueux commissariats, l'armée de magistrats ne se priera pas pour les embastiller ou les confier à la flopée de médiateurs/éducateurs qui sauront les remettre sur le droit chemin. De retour à la maison, vous pourrez bénéficier de logements tout comforts BBC, BEPOS et cie. où vous songerez en toute quiétude à la manière dont vous dépenserez votre capital jeunes créateurs pour devenir l'entrepreneur de vous-mêmes de vos rêves. Le week-end arrivé, vous feuilleterez Ventilo à la recherche de la dernière création des grands studios de la Méditerranée ou de la CinéFabrique que vous dégusterez à la Cinématthèque pour les plus pointus, ou à Odysséo pour les aventureux. Et en cas de pépins, vous bénéficierez des soins haut de gamme d'un AP-HM côté en bourse avec piscine par étage et mini-golf (*non inclus dans la prestation de base).

Plongé·e dans *Marsactu* sur vos tablettes, vous constaterez presque avec soulagement que Marsatac est à la recherche d'un lieu pour organiser sa prochaine édition et qu'un préavis de grève est déposé par le syndicat relativement-majoritaire.

Vous vous réservez une mauresque sans alcool, mi-sourire, mi-soupir : « décidément, rien ne changera jamais dans cette ville ».

La Provence, la presse locale et le capitalisme municipal

le 25 Oct 2021



Cette semaine, le duel Niel / Saadé pour le rachat de La Provence

Avec le décès de Bernard Tapie, c'est l'avenir de *La Provence* qui est remis en jeu. Pour succéder à son actionnaire principal, [deux offres concurrentes sont sur la table](#). L'issue de ce duel cruciale pour l'avenir de la presse locale, pourrait également être utile pour comprendre l'évolution du capitalisme dans la cité.

Dans le coin parisien, et en tête des faveurs des bookmakers, Xavier Niel. Le fondateur de Free, copropriétaire du *Monde* est également investi dans la presse ré-

gionale puisqu'à travers sa holding NJJ, il détient depuis février 2020, l'intégralité des parts du groupe Nice-Matin (Nice-Matin, Var-Matin, Monaco-Matin). Il est également propriétaire de Paris-Turf qu'il a racheté à Jacques-Henry Eyraud (notons qu'à ce stade rien n'indique que la stratégie de Niel soit de se spécialiser dans le rachat de journaux d'anciens patrons de l'OM). NJJ n'est pas inconnu pour l'actionnariat de *La Provence*, puisque la holding dispose de 11 % des actions du groupe. Mais la situation judiciaire de Tapie rend l'affaire, comme le reste, complexe. L'arbitrage dans l'affaire du Crédit lyonnais est toujours en suspens et avec lui, l'ensemble des possessions de Bernard Tapie.

Dans le coin marseillais s'est donc déclaré Rodolphe Saadé, le PDG de la CMA-CGM, entreprise symbole de la ville dont le siège est littéralement devenu le vaisseau amiral du nouveau front de mer depuis son inauguration en 2010. Conseiller par un baron de l'ère Gaudin-Vassal, Yves Moraine, l'armateur promet de sauvegarder l'emploi, jetant en creux un trouble sur l'offre de Niel. Si pour l'heure cette dernière reste largement favorite, la velléité de Saadé pourrait indiquer l'expression d'ambitions nouvelles pour le patronat portuaire. Historiquement absent du pouvoir municipal à de notables exceptions près (Jacques Rastoin le fil de l'industriel Emile Rastoin fut le premier adjoint de Defferre entre 1953 et 1977), les entrepreneurs de négoce trouvaient dans la chambre de commerce leur lieu de notabilité quasi-exclusif. La crise industrialo-portuaire des années 1970 avait amorcé une lente agonie de la présence des « [grandes familles](#) » ([il faut lire ce classique de Pierre-Paul Zalio](#) à leur propos).

Pourquoi Saadé – le fils d’un autre Jacques – a-t-il des vues sur *La Provence*, une institution médiatique aux liens inexpugnables avec le patriotisme municipal et son pouvoir ? Quelles sont les intentions des duellistes, non pas seulement pour la pérennité du titre et de l’emploi, dans un contexte toujours difficile pour la PQR, mais aussi en termes de ligne éditoriale et de rapport aux pouvoirs locaux ?

Stillwater ou Marseille dans les yeux de son extraordinaire banalité

le 1 Nov 2021



***Cette semaine,
on a vu le thriller hollywoodien
qui se passe à Marseille***

On a vu *Stillwater*, le thriller américain de Tom McCarthy, avec Matt Damon, présenté au dernier festival de Cannes. Le réalisateur oscarisé explique avoir été marqué par l'affaire Amanda Knox en 2007. En Italie pour un voyage d'étude, cette étudiante américaine découvre sa colocataire poignardée dans leur appartement. Reconnue coupable du meurtre, elle est condamnée à 26 ans de prison, avant de se voir innocentée à l'issue de 4 ans de détention. [McCarthy s'est](#) « demandé ce que cela pouvait représenter pour un étudiant américain de partir [en Europe] pour ce qui devrait être l'un des moments les plus excitants de la vie d'un jeune adulte et de

se retrouver mêlé à cette tragédie. (...) Quelle est l'histoire autour de l'histoire ? » Pour raconter son histoire, très différente de l'original à l'exception du point de départ, il situe la scène non à Pérouse, mais à Marseille. À la recherche d'une ville portuaire européenne, sa rencontre avec des scénaristes français et les romans de Jean-Claude Izzo [l'ont conduit vers Marseille](#) :

« Il m'a suffi de me rendre une fois à Marseille pour savoir que j'avais trouvé ma ville portuaire. L'atmosphère et les couleurs de la ville étaient, de toute évidence, cinématographiques – et le mélange de cultures, comme le rythme de cette métropole méditerranéenne, me semblait être le cadre idéal du film. »

Le film montre une ville familière et singulière. On ne se souvient pas avoir vu ce Marseille au cinéma qui mêle avec autant de justesse, les stéréotypes les plus éculés (de la gare, aux Calanques, le stade ou les cités des quartiers nord) et une distance froide à l'égard d'une ville réduite à sa banalité. Le personnage principal – Matt Damon, le père de la jeune fille emprisonnée – atterrit dans cette ville sans affect, ni intérêt. Il est ailleurs, de sa petite ville d'Oklahoma, Stillwater, pour prouver l'innocence de sa fille. Venant, il l'est autant que Virginie (Camille Cottin) fraîchement installée à Marseille et qui lui en fait découvrir les recoins. Arrivé à l'Estaque (?), il s'emmerde, préoccupé par son affaire. Dans la ferveur du stade, pareil, il préfère mener l'enquête. La représentation de Marseille parvient à ne jamais verser dans le pittoresque sans pour autant faire d'entorse à l'authenticité (personne n'avait encore filmé les virages du Vélodrome avec autant de réel). Et pourtant, quelque chose cloche.

Le héros si caricaturalement américain (un *roughneck* qui possède des armes et se prénomme Bill) ne mord pas à ce Marseille. Et quand l'avocate lui annonce que « ça pourrait seulement arriver à Marseille », son visage déconfit montre tout ce que cette ville supposément extraordinaire lui procure.

Marseille, ni n'oublie, ni ne pardonne

le 8 Nov 2021



***Cette semaine,
trois ans plus tard, Marseille se souvient***

Trois ans après le 5 novembre, un autre 5 novembre pour pleurer ses morts et se souvenir des vivants. Marseille se souvient de ses immeubles qui s'effondrent sur Julien, 30 ans, Taher, 58 ans, Chérif, 36 ans, Fabien, 52 ans, Simona, 30 ans, Niasse, 26 ans, Ouloume, 55 ans, et Marie-Emmanuelle, 55 ans.

Trois ans après le 5 novembre, ce 5 novembre est l'occasion de juger, d'une municipalité à l'autre, le rôle de la ville.

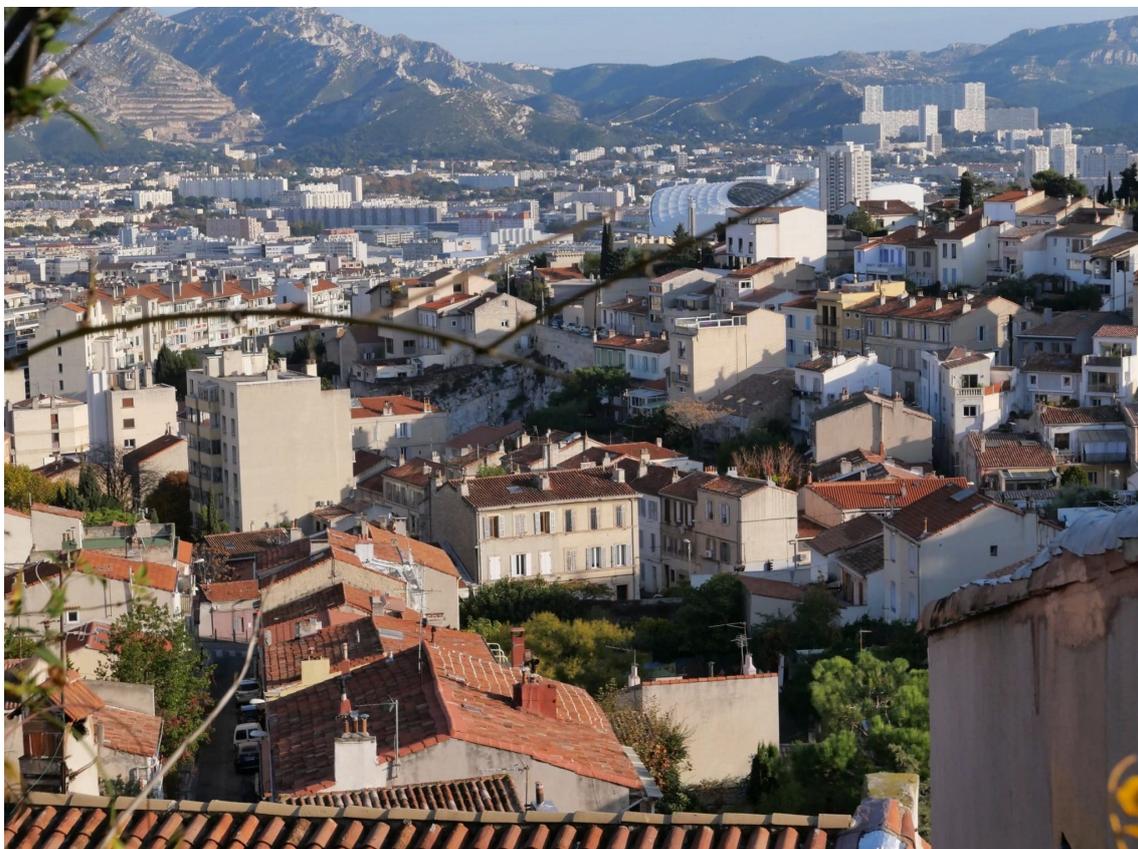
À l'ancienne, la honte et l'indignité fruits de plusieurs décennies d'incuries dans l'entretien de l'habitat et qui a fait de Marseille la capitale de l'insalubrité tandis que [les arrêtés de périls ne cessent de s'empiler](#). Bientôt, les cadors de l'ancien pouvoir municipal devront [en répondre devant la justice](#) avant de retourner dans les décombres de l'histoire. Il faudra bien que l'État et ses services déconcentrés assument leur part. Et avec eux les politiques d'austérité qui ont affamé les ressources publiques et goinfré quelques propriétaires. La nouvelle municipalité, quant à elle, poursuit sa politique mémorielle en dévoilant une plaque commémorative inaugurant officiellement la « place du 5-novembre 2018 ». Les collectifs attendent maintenant qu'elle aille plus loin dans les engagements pris, sur le dossier de l'habitat [comme sur d'autres](#).

Trois ans après le 5 novembre, ce 5 novembre poursuit le formidable élan de solidarité né alors. Il en est de cet [émouvant projet](#) porté par Noailles Debout qui patrimonialise le quartier en le maintenant vivant. Il en est aussi de ce bouleversant [discours des parents de Simona](#) lors de la cérémonie de dévoilement de la plaque. Il raconte comment la jeune femme avait été protégée par un voisin alors qu'elle subissait un harcèlement de rue : « tu vois maman, avait conclu Simona, ne t'inquiète pas, rien ne peut m'arriver, le quartier m'a intégré ». Tout au long de ces commémorations, c'est bien cette ville vivante et solidaire qui s'est exprimée au nom et en défense des quartiers populaires meurtris.

Trois ans après le 5 novembre, ce 5 novembre continue de poser les mêmes questions. Le drame est-il irréductible aux spécificités de la ville, aux responsabilités des élus incapables d'entretenir son parc et faisant payer aux quartiers populaires leur mépris de classe ? Ou, au contraire, est-il le miroir grossissant de politiques déficientes à l'échelle nationale, d'un État local rendu si maigre qu'il en est devenu incapable de [lire ses propres rapports](#) ? Marseille capitale des taudis ou laboratoire de l'habitat indigne ? Trois ans après le 5 novembre, le 5 novembre n'en a pas fini.

Marseille, un Col'Col' pour la transparence

le 15 Nov 2021



***Cette semaine,
des collectifs réclament la transparence
des données publiques***

À la veille du conseil municipal du 10 novembre, [une lettre ouverte rédigée](#) par le collectif des écoles et celui du 5-novembre [interpellent la mairie sur le manque de transparence](#) des données publiques. La tribune rappelle les promesses de campagne du Printemps marseillais qui s'était engagé à créer une « plateforme de la transparence et de l'open data ».

Seize mois plus tard, s'il a effectivement nommé une adjointe Olivia Fortin (surtout chargée de la « modernisation » de l'administration), ainsi qu'un conseiller municipal délégué·e·s à la transparence, Christophe Hugon, du Parti pirate, les collectifs s'impatientent.

La commission d'accès aux documents administratifs (CADA) a maintes fois confirmé leur droit de bénéficier de ces informations : [En vain](#). En un an, [la CADA a été saisie 12 fois pour 10 avis favorables à la communication](#), tandis que le pavillon Daviel reste muet. La demande paraît pourtant simple : la création d'un service public municipal dédié à l'accès à l'information. À la mairie qui rétorque « on a créé un portail open data », les associations répondent « on veut le respect des obligations de réponse ». Et le paradoxe se transforme en rapport de forces : si la ville dispose d'elu·e·s chargée·s de la transparence, d'une personne responsable de l'accès aux documents administratif (PRADA) ainsi que d'un portail open data, elle présente pour autant un taux de réponse affligeant aux demandes.

L'urgence et l'utilité politique de ces demandes ont par ailleurs ressurgi la veille du conseil municipal. Le collectif des écoles avait déposé une [requête devant le tribunal administratif](#) pour protester contre l'absence de transparence du calcul de la dotation versée par la majorité Gaudin aux écoles privés. Or, le rapporteur du tribunal vient d'expliquer que l'information n'est pas « suffisante » et le juge pourrait donc bien annuler la délibération.

Durant le conseil municipal, [la question a été évoquée et la majorité interpellée](#) sur le sujet. Celle-ci, réaffirmant son attachement à cet « engagement de campagne », s'est retranchée derrière la création d'une « commission consultative d'ouverture de la donnée », et indiqué être engagée dans une « [trajectoire de la transparence](#) » reconnaissant l'existence des « impatiences » et des « frustrations ».

Au-delà du fond, les collectifs signataires sont rejoints par une série d'organisations – CPR 13, SA 13, CGT Education 13, Sud Education 13, CHO.3, Un centre-ville pour tous, Ligue des droits de l'Homme, Technopolice – qui dessinent la formation d'un collectif de collectifs (« col'col » selon l'expression d'un de ses membres). Et qui pourrait peser sur le Printemps marseillais tandis que certain·e·s élu·e·s, notamment chez les Verts et issus des groupes citoyen·n·e·s pourraient rejoindre la fronde.

Gouverner par chicayas

le 22 Nov 2021



*Cette semaine,
le débat métropolitain qui n'en finit plus de sombrer.*

La [tenaille métropolitaine](#) s'est refermée sur Martine Vassal prise entre l'injonction de l'État à réduire sa politique de reversement aux communes, et la résistance des maires qui n'entendent pas y renoncer sans combattre.

La semaine avait commencé avec la tenue du futur feu [conseil de territoire dominé par la question des transports](#) alors que se discutent son plan, son financement et son calendrier.

Le bras de fer oppose la ville de Marseille qui réclame l'extension du tramway vers le lycée Nord et une desserte de la Belle-de-Mai, et la Métropole qui met en avant sa ligne du Quatre-septembre. On soupçonne cette dernière de jouer les transports classe contre classe, Sud contre Nord. La controverse ancienne est aiguisée par la légitimité nouvelle de la municipalité qui a fait du désenclavement des quartiers Nord sa priorité. Elle est réactivée par le plan Macron qui [engage l'Etat à hauteur de 1 milliard d'euros](#). Un [amendement](#) à la loi de finances précise que

« ces crédits sont destinés à financer cinq lignes de bus à haut niveau de service, quatre lignes de tramway et l'automatisation du métro avec comme *objectif le désenclavement des quartiers Nord de Marseille*. »

Face à l'entêtement de Vassal, le Premier ministre s'est senti obligé de [publier un communiqué](#) le soir du vote solennel de la loi de finances réaffirmant, pour celle qui n'aurait pas compris, que « ces crédits exceptionnels permettront de contribuer au *désenclavement des quartiers Nord* » (nous soulignons).

Ce n'était que le début de la semaine pour Martine Vassal. Vendredi se tenait le conseil métropolitain. Au menu, le débat budgétaire qui allait [confirmer la politique d'austérité](#) dont le milliard d'État n'aura pas infléchi. Et après l'arquebusade portée par la majorité marseillaise, le rappel à l'ordre de l'État, c'est son alliée aixoise qui devait porter le coup de grâce. [En pleine séance, voilà Sophie Joissains](#), nouvelle maire et vice-Présidente déléguée à la réforme métropolitaine qui demande la parole. On la lui refuse, craignant la suite.

Elle insiste. On la lui donne. Elle la prend. Et attaque. Contre le « double discours » de la Présidente et contre sa « trahison », la successeure de sa mère reproche une négociation avec l'État qui aboutirait à la réduction des aides aux communes et une critique lunaire – mais assez juste – du « clientélisme institutionnel ». Son discours s'achève par une démission *in situ* qui marque le début du siège du bastion Vassal et ouvre la perspective d'une alliance aixo-marseillaise inédite. La guerre des chicayas venait de prendre une bien étonnante tournure.

Marseille antifasciste

le 29 Nov 2021



(Photo : Benoît Gilles)

Cette semaine, le déplacement d'Eric Zemmour et ses réactions.

Quelques jours après Marine Le Pen, le probable candidat à l'élection présidentielle, Eric Zemmour s'est rendu à Marseille. Destination préférée de l'extrême-droite ? Si [Marsactu a choisi de ne pas traiter cette visite](#), cet événement permet pourtant de mieux comprendre la perception de Marseille par le néo-fascisme dans la construction de son projet réactionnaire ainsi que les raisons d'un si mauvais accueil.

Marseille et les Le Pen entretiennent une longue histoire. Le père a réalisé dans la région ses meilleurs scores aux présidentielles et fut longtemps conseiller régional.

La tentative de pseudo-dédiabolisation entamée par sa fille a finalement peu pris dans le RN marseillais tant son chef de file local revendique le « canal historique » du FN « tendance Jean-Marie ». Mais la présence de l'extrême droite à Marseille ne remonte pas à sa progression électorale depuis les années 1980 : les [crimes racistes des années 1970](#), la présence de nostalgiques de l'Algérie Française parmi les rapatriés et les pieds-noirs, plus loin encore les réactions xénophobes qui ont accompagné chacune des arrivées de migrants, depuis les Italiens et Arméniens de la première moitié du XXe siècle. Contrairement à son mythe, face aux « [migrances](#) », Marseille s'est souvent montrée plus accueillante à l'égard des xénophobes de toute sorte que des réfugié.e.s.

Et pourtant, de l'ombre à la lumière, cela n'est qu'un morceau de son histoire politique. Ce déplacement a opposé la lâcheté du populiste au courage des antiracistes. De l'arrêt précipité à la gare d'Aix pour éviter l'accueil prévu à Saint-Charles, de sa déambulation en forme de fuite dans le Panier au pas de charge, entouré d'une nuée de journalistes et de policiers en civil, sans même évoquer [cette image](#) illustrant un profond manque d'honneur. A contrario : de l'intervention de l'archevêque lui [demandant de ne pas s'exprimer](#) dans l'enceinte de la Basilique, de la manifestation offensive du soir et du [comité qui l'a escorté jusqu'au train samedi matin](#)... La ville de Marseille, dont son maire signait le jour même avec les représentants de l'État un « contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés » et ses habitants, [à nouveau solidaires contre l'extrême-droite](#),

ont montré le visage de l'antifascisme et peuvent s'en montrer fiers.

Tandis que Zemmour, dont l'infâme campagne a sans doute [pris fin](#) entre l'Evêché et la rue du petit puits, qualifiait Marseille "d'anti-exemple de ce qu'il faut pour la France", celle-ci lui répondait bien : « Zemmour, Marseille n'est pas à toi ».

Une tambouille sans chef

le 6 Déc 2021



Cette semaine, la droite locale affaiblie et divisée

À l'issue d'une campagne confuse et droitière, les adhérents de Les Républicains (LR) ont choisi leur champion·ne pour la présidentielle : il s'agira de la Présidente de la Région Île-de-France, Valérie Pécresse qui l'a emporté face à la surprise Ciotti, tenant d'une droite zemmouro-compatible.

À l'échelle locale, cette séquence a permis de dresser le constat d'un appareil exsangue, sans direction, ni contenu, ni militant, ni perspective. La fédération départementale qui comptait entre 15 et 10 000 adhérents à la fin des années 2000 n'en compterait que 6 000 et encore, relève Coralie Bonnefoy, ce chiffre serait artificiellement « gonflé » par la primaire. Vidé de ses militants, le parti est également déserté par ses chefs.

Et d'abord par Renaud Muselier, à la tête de la fédé depuis le printemps dernier, qui claque la porte. Il avait été tancé par une partie de sa base et de l'appareil national lorsqu'il avait ouvert sa liste des régionales à des membres de LREM. La deuxième secousse est intervenue lors du congrès des Maires lorsqu'il s'était prononcé en faveur de l'UDI Philippe Laurent contre le LR David Lisnard. La troisième et définitive querelle intervient lors de la primaire. Alors qu'il avait qualifié Eric Ciotti de « faux-nez de l'extrême droite » et annoncé voter pour Xavier Bertrand, ce dernier lui refuse ce soutien en raison de son « amitié » avec l'ancien président du conseil départemental des Alpes-Maritimes. Au-delà de ces brouilles, chacun comprend que le départ du « bébé Chirac » acte un désaccord de fond avec une orientation de plus en plus droitière d'un parti dont le centre de gravité s'est sensiblement déplacé sous le double effet de répulsion à l'égard de la majorité Macron et d'attraction vers le « moment » Zemmour-Le Pen. Une évolution palpable localement comme l'illustre ce lapsus d'un Ciotti remerciant à l'issue du premier tour « Stéphane Ravier » confondant le sénateur frontiste avec l'ancien maire du 11-12.

Mais le coup le plus dur et aux effets plus durables pour l'appareil local de LR est le départ de l'historique bras droit de Renaud Muselier et fin connaisseur de la pulitichella marseillaise, Bruno Gilles. Le voilà parti à Horizons rejoindre Edouard Philippe et laissant les cadres du parti orphelins – alors que celui-ci est toujours maître de la Métropole et du département.

Qui pour compter les cartes et relever ceux qui manquent à l'appel ? Qui pour calculer les équilibres ? Qui pour punir les défections et récompenser les fidèles ? Voilà LR sans chef ni tacticien. Le programme et les idées ? Plus tard. S'il est encore temps.

Et le Palais Bourbon s'est (re)mis à parler marseillais

le 13 Déc 2021



Cette semaine, l'adoption des dispositions aixo-marseillaises de la loi 3DS

Ce titre est identique à celui d'un billet de blog aujourd'hui défunt et qu'on tenait jadis – ressuscité [ici](#) pour l'occasion. Le 20 juillet 2013, l'Assemblée nationale examinait l'article 30 du projet de loi qu'on appellerait MAPTAM. Il devrait créer la Métropole Aix-Marseille Provence qui remplacerait l'ensemble des intercommunalités existantes et disposerait de compétences étendues. On s'interrogeait alors sur la mise en œuvre de cette créature institutionnelle dans un territoire marqué par les rivalités historiques des pouvoirs d'agglomération.

Le gouvernement d'alors avait choisi une méthode de rupture : la [nomination d'un préfet](#) à la tête d'une mission dédiée à la préfiguration de la métropole ; des groupes [d'experts](#) mettant à distance les élus ; et enfin la [loi](#). Cette dernière devait cependant donner la parole aux élus locaux puisqu'on n'avait pas encore supprimé le cumul des mandats : Dominique Tian, Patrick Mennucci, Henri Jibrayel, Jean-David Ciot, tous aujourd'hui déçus, par la défaite électorale ou la mise en cause judiciaire (ou les deux). À l'époque, écrivions-nous, « les positions étaient davantage le produit des divisions spatiales (Aix et les « maires » contre Marseille) que partisane » et chacun de réciter le jeu de la peur du monstre métropolitain incarné par l'ogre marseillais.

8 ans et demi plus tard, l'hémicycle fut à nouveau transformé en arène des controverses métropolitaines marseillaises. Malgré un paysage refondé, on a cru apercevoir des traits de permanence comme un remake d'*eternal sunshine of the spotless mind* signé par Guédi-guian. Certes, les voix rocailleuses des députés socialistes d'alors sont remplacées par les interventions plus techniques de députés du nouveau monde. Et puis, le gouvernement a pris soin de n'accorder qu'une fenêtre de deux heures et demie au débat marseillais, retenant la leçon de l'an 13. Les plus [courageux](#) ont tout de même du s'accrocher pour suivre le cheminement de ces propositions de [sous-amendements à l'article 56](#).

On attendra pour connaître les effets durables de la réforme. On retiendra de ce débat qu'il fut mené à front renversé : [les élus marseillais y font feu de tout bois](#) pour récupérer des compétences transférées à la Métropole et

détricoté un processus d'intégration dont ils étaient les plus patients artisans. Est-ce un effet de la cohabitation métropolitains ? Ou un révélateur de l'échec historique de la mise en œuvre de l'intercommunalité sur l'aire marseillaise dans laquelle la mouture Hollande viendrait buter sur les mêmes obstacles que ses [devancières \(lois de 1966, 1999, 2010...\)](#) ?

Payan en grand ?

le 20 Déc 2021



(Photo : Benoit Gilles)

***Cette semaine,
la signature des protocoles d'accord du plan
« Marseille en grand » par le Premier ministre.***

Le plan « Marseille en Grand » prend sa mesure. Après les [annonces](#), les doutes et les [questions](#), le temps est venu des protocoles d'accord. Mardi dernier, à l'issue d'une visite de 24 heures, le [Premier ministre Jean Castex](#) est reparti sous le regard satisfait des édiles. Celles-ci ont obtenu deux éléments majeurs qui concrétisent les promesses présidentielles de septembre. À commencer par la création de la très attendue Société publique locale d'aménagement, et d'intérêt national, s'il vous plaît. Elle sera chargée de la [rénovation des 174 écoles](#). Montant : 1,2 Milliard d'euros. Deuxième acte avec la création d'un groupement d'intérêt public qui pilotera le volant transport du plan. Montant : 1 Milliard d'euros.

Par ailleurs, et pour ne rien gâcher, le Premier ministre ne s'est déplacé ni pour rien, ni pour en rester aux montants prévus : [150 millions de plus pour les écoles ; 20 millions supplémentaires pour les hôpitaux.](#) N'en jetez plus, ou presque.

Ce débouclage financier spectaculaire dans la forme se déploie alors qu'aucun Ministre (ni Jacqueline Gourault pour la Cohésion des territoires, ni Jean-Michel Blanquer pour l'Education nationale) ou symbole ne manque à l'appel – les signatures ont eu lieu dans l'emblématique école Ahmed-Litim de la Belle de Mai. Il illustre l'une des réussites du maire de Marseille, maître des écoles, des emblèmes et... des combats politico-institutionnels. De ce point de vue, il sort gagnant des bras de fer qui l'opposent à la Métropole, d'une part, à l'État, d'autre part. Sur le dossier des transports, contre la première et sa présidente, il obtient l'arbitrage de l'État en faveur de la priorisation de la desserte des quartiers nord, même si, jusqu'au bout, rien ne sera simple. Sur celui des écoles, il obtient les financements escomptés – et même davantage – en dépit de sa bruyante opposition au projet d'expérimentation porté par l'exécutif.

Reste une manche sur laquelle Benoît Payan n'a pas encore gagné, loin s'en faut : la réforme institutionnelle. Sans doute la mère des batailles. À l'issue du débat parlementaire et de l'adoption du fameux amendement à l'article 56, le maire n'a pas eu de mots assez durs contre la « farce » de la nouvelle gouvernance prévue par la loi 3DS. Il souhaite sans doute pousser son avantage qui, sans aller jusqu'au Marseillexit, devrait se traduire, se-

lon lui, par un retour de compétences dans le giron municipal : port, habitat, logement, voirie...

On se souvient des conditions du switch il y a un an : pour porter le fer dans les luttes d'institutions, ce n'est plus Rubirola, mais Payan, qui est là.

